

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES

EFFETS DU JUGEMENT DE VALIDITÉ DE SAISIE-ARRÊT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Mars 1910, à 3 heures

PAR

Henri HURÉ

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. TISSIER, professeur
Suffragants { MM. PILLET, professeur
HITIER, professeur

PARIS-V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES

EFFETS DU JUGEMENT DE VALIDITÉ DE SAISIE-ARRÊT

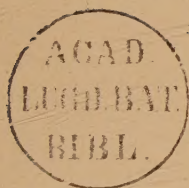
THÈSE POUR LE DOCTORAT

• *Présentée et soutenue le Jeudi 10 Mars 1910, à 3 heures*

PAR

Henri HURÉ

Avocat à la Cour d'Appel de Paris



Président : M. TISSIER, professeur
Suffragants { MM. PILLET, professeur
HITIER, professeur

PARIS-V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1910

DES
Effets du Jugement de Validité
DE SAISIE-ARRÊT

I

INTRODUCTION

Nulle part le Code de procédure ne s'est exprimé clairement sur les effets qu'il entendait attribuer au jugement de validité de la saisie-arrêt. On sait du reste la hâte avec laquelle fut rédigé ce Code, reproduction à peu près conforme de l'ordonnance de 1667 ; combien d'autres lacunes existaient, qui ne furent comblées que plus tard, par des lois postérieures.

C'est donc à peine si quelques articles y font,

incidemment, une légère allusion : l'article 563, aux termes duquel « le saisissant doit dénoncer la saisie-arrêt au saisi, *et l'assigner en validité* » ; l'article 565, d'après lequel « *faute de demande en validité*, la saisie-arrêt sera nulle » ; les articles 566 et 567, qui, à propos de conciliation, et d'une question de compétence, se bornent à prononcer les mots de « demande en validité » ; enfin les articles 568 : « le tiers saisi ne pourra être assigné en déclaration affirmative *s'il n'y a jugement qui ait déclaré la saisie-arrêt valable* », et 579 : « *si la saisie-arrêt est déclarée valable*, il sera procédé à la vente et distribution du prix ». Ce sont là les seuls textes que nous possédions sur la matière, bien insuffisants comme on voit, et qui ne peuvent nous apporter aucun éclaircissement.

Et cependant le jugement de validité est le complément de la saisie-arrêt. C'est à son obtention que tend toute la procédure de cette voie d'exécution spéciale dont il est la fin et le but.

Primus est le créancier de Secundus ; Primus a par conséquent sur les biens de Secundus le droit de gage général que lui accorde l'article 2092 du Code civil. Parmi ces biens de Secundus, figure une créance de Secundus contre Tertius ; cette créance est un bien comme les autres, soumis comme eux au droit de gage général ; d'une valeur pécuniaire appréciable, et même plus réelle,

plus immédiate peut-être que celle des autres biens : cependant c'est un bien spécial, immatériel, incorporel disait-on à Rome, et pour la saisie et la réalisation duquel la loi a dû organiser tout un système particulier. Primus fait à Tertius défense de payer entre les mains de Secundus : c'est le premier acte de la procédure de saisie-arrêt, très important évidemment, puisqu'il met en quelque sorte la créance saisie-arrêtée sous la main de justice, mais insuffisant à lui seul, car qu'importe à Primus que Secundus ne puisse toucher sa créance ou en disposer si lui-même n'en peut retirer de profit. Mais Primus demande ensuite à justice que la créance de Secundus soit *réalisée*, et que Tertius le paie, lui Primus, aux lieu et place de Secundus : c'est l'assignation en validité, partie principale, essentielle, de cette procédure. On a dit avec raison que jusqu'à cette demande en validité la saisie-arrêt pouvait n'être considérée que comme un acte conservatoire : l'exploit de saisie-arrêt signifié au tiers saisi ne contient en somme qu'une simple défense de payer le saisi ; jusqu'à ce moment, le saisissant se borne à faire une opposition dans le sens large du mot. Au contraire, avec l'assignation en validité commence l'exécution véritable : le saisissant demande qu'on le paie aux dépens du saisi, et que par conséquent on dépouille le saisi du *béné-*

fice de sa créance en le lui attribuant. Le but véritable de la saisie-arrêt n'est pas d'empêcher le débiteur et celui entre les mains de qui elle est faite de disposer de ces sommes ou effets au préjudice des droits du saisissant. Cela, ce n'est qu'un moyen d'arrêter les objets du débiteur, de les mettre en quelque sorte en lieu sûr. Ce moyen permettra d'arriver plus certainement au résultat final, la réalisation de la créance, l'attribution au créancier saisissant des deniers en résultant, réalisation, attribution, faite par le jugement de validité. Les définitions de la saisie arrêt que l'on trouve chez les premiers auteurs qui ont commenté le Code de procédure contiennent, à ce sujet, non pas une erreur, mais une omission importante. Pour eux, la saisie-arrêt est un acte par lequel une personne saisit les effets de son débiteur, entre les mains du débiteur de celui-ci : voyez Pigeau : « La saisie-arrêt est celle par laquelle on arrête sur son débiteur, entre les mains d'un tiers, les sommes ou effets qu'il a, appartenant à son débiteur. » Mais pourquoi saisir ces effets ? Une fois saisis, qu'en fait-on ? Cela, ils nous le diront plus tard, car il leur faudra bien, à un moment donné, et au cours de leur analyse, parler du jugement de validité et de ses effets. Mais leur définition première n'y fait pas plus que le Code, aucune allusion, et prouve qu'ils n'ont pas, dès

l'abord, envisagé la question sous son véritable jour.

Au commencement de son *Traité de la saisie-arrêt*, M. Roger s'exprime ainsi : « La saisie-arrêt doit être définie celle par laquelle un créancier fait arrêter les sommes ou effets mobiliers de son débiteur, détenus par un tiers, et par suite de laquelle il obtient la délivrance de cette somme et le prix de ces effets jusqu'à concurrence de ce que lui doit le saisi. » Mais le langage de MM. Glasson et Tissier est encore bien plus exact, et bien plus précis : « La saisie-arrêt, disent-ils, est la défense faite par un créancier au débiteur de son débiteur de se libérer entre les mains de ce dernier, et le droit pour le créancier saisissant de demander à justice que les deniers ou la valeur des effets devenus indisponibles par la saisie-arrêt lui soient attribués. » On ne saurait donner un meilleur aperçu d'ensemble, ni une définition plus complète.

Le jugement de validité étant la partie essentielle de cette procédure, et le Code étant muet à son endroit, il en est résulté, dans la pratique, une foule de difficultés, et des questions très délicates se sont posées, dont plusieurs sont du reste entièrement solutionnées aujourd'hui.

Il est nécessaire, pour bien se rendre compte de la situation, de rappeler ici les termes mêmes du

dispositif du jugement de validité : on y lit, en effet, entre autre choses, et principalement : *que le tiers saisi paiera et videra ses mains entre les mains du saisissant*, en déduction ou jusqu'à due concurrence de la créance de ce dernier, et que ce paiement le libérera d'autant vis-à-vis du saisi, *quoi faisant quitte et valablement déchargé*. On y lit aussi, bien souvent la *condamnation* du débiteur saisi, à moins que le saisissant ne soit déjà muni d'un titre exécutoire ; auquel cas il a tout intérêt à ne conclure qu'à la simple validité de la saisie, ne fut-ce que pour éviter les droits d'enregistrement, toujours énormes sur une condamnation un peu importante.

Le jugement de validité peut donc être, avant tout un *jugement de condamnation*. Il doit alors en avoir tous les caractères, et en produire tous les effets : l'autorité de la chose jugée, la force exécutoire, l'hypothèque judiciaire.

L'autorité de la chose jugée, le jugement de validité portant condamnation l'a toujours contre le saisi, qui, lui, se trouve assigné et constitué défendeur dès le second acte de la procédure ; mais il l'a aussi contre le tiers saisi, si ce dernier a pu et a été mis en cause.

La force exécutoire, il l'a contre le tiers saisi, si ce tiers y a été partie, ou sinon, sous certaines conditions. C'est qu'en effet, par l'exploit de saisie-

arrêt, le saisissant a fait défense au tiers saisi de vider ses mains ; par la demande en validité, il a pris contre le saisi des conclusions tendant à prouver que sa saisie « est régulière en la forme et juste au fond ». Mais il lui faut ensuite lier le tiers saisi à la procédure, pour obtenir de lui l'aveu de l'existence et du montant de sa dette, contester au besoin la sincérité et l'exactitude de ses dires et faire juger cette contestation, pour l'avertir que le saisissant a régularisé la saisie en en demandant la validité au tribunal compétent, que par conséquent les fonds saisis arrêtés demeurent indisponibles, enfin pour exécuter contre lui le jugement de validité lorsqu'il sera rendu : tous ces résultats seront atteints par la demande en déclaration affirmative, par la contre-déronciation, par les formalités prescrites pour rendre exécutoire contre le tiers saisi le jugement rendu sur cette demande. Il ne faut pas oublier, en effet, que le tiers saisi est un tiers, un tiers au sens des articles 164 et 548 du Code de procédure, et qu'il est par suite, en droit d'exiger du saisissant les doubles certificats prescrits par ces articles à tous ceux qui veulent faire exécuter « une main-levée, une radiation, *un paiement*, ou quelque autre chose par un tiers ou à sa charge ».

Enfin, l'hypothèque judiciaire, le jugement de validité, la produit contre le saisi, à la condamna-

tion duquel nous supposons toujours que le saisissant, non muni d'un titre exécutoire, a conclu.

Il est bon de faire remarquer que, jusqu'à présent, tous ces effets découlent de principes généralement admis, et que tout le monde est, actuellement, à peu près d'accord à leur endroit.

Ce qui est beaucoup plus remarquable (et ce n'est cependant pas sur ce point encore que les controverses se sont élevées, ou en tous cas elles ont depuis longtemps cessé), c'est que *tous les effets* que nous venons de relater, le jugement de validité les *produit également*, même si le saisissant, étant muni d'un titre exécutoire a conclu simplement à la validité de sa saisie, *et non à la condamnation* de son débiteur envers lui, pour éviter les droits d'enregistrement. C'est qu'en effet, bien que le jugement de validité se borne seulement à ordonner dans ce cas « que le tiers saisi versera entre les mains du saisissant le montant des causes de sa créance en principal et accessoires », il implique forcément et *essentielle-ment* que le saisissant est *créancier* du saisi : c'est une *base nécessaire*, sous-entendue, sans laquelle le jugement de validité ne saurait exister. D'où il suit que dans ce second cas, tout comme dans le précédent, le jugement de validité a autorité de chose jugée, et force exécutoire, et contre le saisi et contre le tiers saisi aux mêmes conditions que

ci-dessus. D'où il suit aussi que l'hypothèque judiciaire, le jugement de validité la produit sur les biens du débiteur saisi, alors même qu'il ne prononce de condamnation que contre le tiers saisi. Voici comment s'exprime à ce sujet un arrêt de la Chambre des requêtes du 1^{er} août 1881 (D. 81. 1. 416).

«... Attendu que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt constate à la charge du débiteur saisi, contre qui il est rendu, *l'existence d'une dette*, et tend à en assurer l'acquittement ; que cette portée de la sentence est *indépendante* soit de la nature du titre produit ou de la preuve administrée par le créancier saisissant, soit des obligations et de l'aveu du débiteur ;

« Attendu qu'elle *implique essentiellement la condamnation du débiteur saisi*, et que d'un pareil jugement résulte pour le créancier saisissant le droit de prendre inscription sur les biens du débiteur saisi... »

Enfin, il est une question, celle que nous nous sommes proposé d'étudier uniquement ici, sur laquelle une longue et ardente discussion s'est poursuivie pendant tout le cours du siècle dernier, et qui n'est pas apaisée encore : *quels effets le jugement de validité produit-il sur la créance saisie-arrêtée ?*

Cette question est peut-être une des plus graves

qui puissent s'élever en droit, tant par sa complexité intrinsèque que par les intérêts pratiques considérables qui en découlent. « La saisie-arrêt, dit M. Dodo (1), aboutit à l'appropriation directe des sommes ou effets qu'elle frappe. Cette appropriation, préparée par l'exploit de saisie-arrêt, est prononcée par le jugement de validité, complété s'il est besoin par le jugement statuant sur la déclaration affirmative. L'appropriation est alors consommée en droit, sinon en fait. Mais quel est exactement le fait *juridique* qui produit cette appropriation, et quel est à ce point de vue l'effet précis du jugement de validité ? »

1. Dodo. Thèse, *De la saisie-arrêt*, 1889.

II

COMMENT LA JURISPRUDENCE A RÉSOLU LE PROBLÈME

La jurisprudence a répondu, dès le lendemain du Code, à la question que nous venons d'énoncer, et qui ne tarda pas à lui être posée, par tout un système que nous nous réservons de discuter et de combattre au point de vue exclusivement juridique, mais qui peut paraître présenter, au premier abord tout au moins, certains avantages pratiques sur lesquels nous aurons à revenir plus tard.

Examinons d'abord quel est l'effet direct et principal que la jurisprudence attribue au jugement de validité. Nous verrons ensuite quelles conditions elle exige, et les formalités supplémentaires auxquelles elle soumet ledit jugement avant qu'il puisse produire, à son sens, l'effet qu'elle lui reconnaît.

§ 1. — Le jugement de validité
opère transport

Le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt entraîne, d'après la jurisprudence, *transport* au profit du saisissant de la créance saisie-arrêtée, et c'est en vertu de ce transport que le saisissant devient créancier du tiers saisi aux lieu et place du saisi.

Ainsi donc la créance saisie, déjà mise sous la main de justice et rendue indisponible par l'exploit de saisie-arrêt, est alors enlevée définitivement au débiteur saisi ; elle sort complètement de son patrimoine, et rentre dans celui du saisissant ; c'est une attribution entière, exclusive ; c'est un transport, *une cession de créance*, qui diffère du transport et de la cession de créance ordinaire, conventionnelle, en ce qu'elle est réalisée par l'entremise et la main de la justice, en ce qu'elle est par conséquent forcée : le débiteur saisi, dit-on, aurait le droit de transporter et céder sa créance à son créancier pour le désintéresser ; soit par mauvais vouloir, soit par ignorance, soit par incurie, il ne le fait pas. Ce qu'il ne fait pas, *la justice le fait à sa place* (1), ou plutôt elle le force à

1. V. en ce sens, les très intéressants considérants d'un arrêt de la Cour de Rennes (rapportés plus loin) du 24 mars 1835 (S. 36. 2. 264)

le faire. Cette contrainte, cette nécessité où se trouve ainsi le cédant, serait le seul caractère qui différencierait le transport judiciaire de créance d'avec le transport de créance conventionnel : quant aux autres caractères, effets, conséquences, ils demeurent absolument identiques dans les deux espèces de transport.

En conséquence, le cessionnaire, c'est-à-dire le saisissant, étant désormais *propriétaire* de la créance à lui transportée et cédée judiciairement par le cédant, c'est-à-dire le débiteur saisi, devient créancier *direct* du cédé, c'est-à-dire du tiers saisi ; il peut exercer contre lui toutes les poursuites que pouvait exercer auparavant le débiteur saisi : la créance lui est transportée et lui appartient avec tous les *accessoires* qui lui étaient joints (1) et l'accompagnaient, hypothèque, gage, nantissement, etc ; le débiteur saisi ne peut plus, de son côté, poursuivre son débiteur : la créance ne lui appartient plus. Mais reste-t-il toujours débiteur du saisissant, et au cas d'insolvabilité du débiteur cédé, c'est-à-dire du tiers saisi, peut-il être exposé à un recours du saisissant non payé ? Ceci est une

et d'un arrêt de la Cour de Paris, également rapportés ci-après (Paris, 17 mars 1836. S. 36. 2. 265).

i. V. notamment un arrêt de Cassation du 6 mai 1901, analysé ci-après. Il en résulte aussi que le débiteur cédé, c'est-à-dire le tiers saisi, conserve le droit d'opposer au saisissant toutes les exceptions qu'il pouvait auparavant opposer au saisi, et continue à jouir des mêmes facultés.

autre face de la question que nous n'avons pas à envisager pour l'instant. Nous voulons ici, exposer et analyser uniquement le système de la jurisprudence, construit au hasard des espèces. Ses lacunes, si elles existent, ou ses contradictions, s'il s'en trouve, seront, nous l'avons dit, examinées plus loin.

De ce que la créance saisie-arrêtée est transportée, par le jugement de validité, du patrimoine du saisi dans celui du saisissant, découle également cette nouvelle conséquence (1) : les autres créanciers du même débiteur, s'ils se présentent après que le jugement de validité aura produit l'effet indiqué, ne trouvent plus dans son patrimoine, dans ses biens, sur lesquels, aux termes de l'article 2092 du Code civil, ils ont un droit de gage général, cette créance saisie-arrêtée, puisque le jugement de validité l'a enlevée de ce patrimoine pour la transporter dans celui du saisissant. Par suite, les saisies-arrêts qu'ils pourraient, à tort, pratiquer sur cette créance, ne portent pas : cette créance n'existe plus pour eux, elle est sortie de leur gage ; si au lieu de la laisser attribuer et transporter au seul créancier saisissant par le jugement de validité, ils étaient intervenus, et avaient pratiqué, sur la même créance, d'autres saisies-arrêts, avant

1. *Et c'est la plus importante*, car c'est elle qui donne à la question son plus grand intérêt pratique.

que ledit jugement de validité n'eut produit son effet translatif, alors ils auraient pu en demander la distribution par contribution et au marc le franc, ainsi que l'article 2093 du Code civil leur en reconnaît formellement le droit. Au lieu de cela, ils ont laissé le créancier saisissant obtenir son jugement de validité : ce jugement produit son effet translatif, la créance saisie est cédée, transportée, attribuée exclusivement et entièrement, où tout au moins jusqu'à concurrence des causes de sa créance première, au créancier saisissant, même chirographaire, qui obtient ainsi, par sa diligence, le même résultat que s'il était privilégié ; il est payé, désintéressé par l'attribution de créance qui lui est faite, alors que peut-être cette créance était le seul élément d'actif du patrimoine du débiteur, et que les autres créanciers, qui ne diffèrent du premier que par leur plus grande lenteur, ou peut-être par leur ignorance de l'état de choses, ne viendront qu'au marc le franc sur le peu qui subsistera. C'est cette seconde conséquence que l'on a appelé, dans un langage un peu outré peut-être, le privilège du premier saisissant : ce n'est pas, à proprement parler un privilège : c'est plutôt la conséquence d'un système juridique qui aboutit au même résultat qu'un privilège, et c'est un avantage ainsi accordé, non pas précisément au pre-

mier saisissant, mais plutôt à celui qui, le premier, a fait valider sa saisie-arrêt (1).

Ce fut en 1822 que la question se trouva, pour la première fois, posée devant la Cour suprême, et elle rendit, le 28 février (2), un arrêt des termes duquel il ressortait que le jugement, passé en force de chose jugée, qui prononce la validité d'une saisie-arrêt, a pour effet de *dessaisir* le débiteur saisi de la *propriété* des deniers arrêtés, et de rendre le tiers saisi *débiteur direct* du saisissant ; qu'en conséquence, si, postérieurement à ce jugement, d'autres créanciers du saisi forment de nouvelles oppositions, elles restent sans effet, et ne peuvent les autoriser à demander la répartition par contribution des deniers saisis.

Considérant, en particulier : « Que l'effet du jugement du 15 décembre 1812, passé en force de chose jugée (jugement de validité), a été d'obliger directement le tiers saisi en faveur du saisissant, de le forcer à lui payer les deniers saisis, et de dessaisir par là le débiteur de la *propriété* de ces deniers ;

« Que dans ces circonstances, en décidant que la saisie-arrêt pratiquée sur ces mêmes deniers

1. On verra en effet que le reproche de créer ainsi un privilège sans texte est l'un des grands arguments invoqués contre ce système.

2. S. V. 1812. 1. 217. — Dalloz, *Jur. gén.*, V^o Saisie-arrêt, n^o 445, en note.

par le demandeur en cassation presque cinq ans après ledit jugement du 15 décembre 1812, avait été pratiquée sur des effets qui n'appartenaient plus à son débiteur, et que par conséquent elle était nulle, le jugement s'est conformé au vœu de la loi. »

La question se présenta ensuite devant différentes cours de province qui, s'inspirant de l'arrêt sus-relaté, se prononcèrent dans le même sens.

C'est ainsi qu'il fut jugé notamment :

Qu'en principe le jugement qui déclare une saisie-arrêt bonne et valable, et ordonne au tiers saisi de vider ses mains en celles du saisissant produit l'effet d'enlever au saisi la propriété des choses saisies pour en revêtir le saisissant jusqu'à concurrence de sa créance ; que cette *dépossession* résulte nécessairement de ce que le débiteur saisi ne peut plus exiger du tiers saisi autre chose que la remanence de ce que celui-ci lui devait, et que le tiers saisi devient *débiteur direct* du saisissant, tellement qu'il peut être contraint par lui à la délivrance des choses saisies, même au paiement intégral de la créance du saisissant, à défaut de déclaration affirmative, ou à défaut de justification à l'appui de sa déclaration. (Nancy, 23 août 1824. S. V. 24. 2. 358.)

Que le jugement de validité, une fois passé en force de chose jugée, forme en faveur du saisissant

une espèce de *cession ou subrogation judiciaire*, au moyen de laquelle ledit créancier saisissant devient propriétaire de la somme qu'il a été autorisé à toucher, laquelle ne peut plus être saisie à son préjudice par les autres créanciers de son débiteur. (Lyon, 24 août 1827. S. 27.2.260).

Que le créancier qui, après un jugement de validité passé en force de chose jugée, a formé une nouvelle saisie-arrêt avant la délivrance des deniers par le tiers saisi au premier opposant, ne peut empêcher cette délivrance au mépris d'un jugement passé en force de chose jugée (1). (Nîmes, 28 février 1832. S. 32.2.336).

Qu'un jugement, passé en force de chose jugée à défaut d'opposition et d'appel, qui a ordonné que le tiers saisi sera tenu de verser entre les mains du saisissant les sommes par lui dûes au saisi, a pour effet d'opérer au profit du saisissant la *saisine* de ces sommes et de lui en transmettre la propriété, de sorte que ces mêmes sommes ne peuvent plus être saisies-arrêtées par les autres créanciers (2). (Rennes, 24 mars 1835. S. 36.2.264.)

1. Considérant « que le jugement de validité, ayant acquis force de chose jugée, a fait passer définitivement sur la tête de Mardin (saisissant) la propriété des sommes qu'il avait fait saisir-arrêter entre les mains des sieurs de Seygues (tiers saisis) ; que dès lors Bezard et Germain n'ont pu valablement faire saisir-arrêter, après ce jugement, les mêmes sommes comme appartenant encore à l'hoirie Gavais, puisque novation parfaite s'était opérée à leur égard ».

2. Considérant « que le jugement qui prononce la validité d'une sai-

Que le jugement, passé en force de chose jugée qui déclare bonne et valable une saisie-arrêt, et ordonne que le tiers saisi videra ses mains en celles du saisissant, opère, au profit de ce dernier, *saisine ou transport* de la somme arrêtée, en telle sorte qu'elle ne peut plus être saisie à son préjudice par d'autres créanciers (1). (Paris, 17 mars 1836. S. 36.2.265).

Nous insistons tout particulièrement sur ces très anciens arrêts, parce que c'est dans la lecture et

sie-arrêt et ordonne que le tiers saisi sera tenu de verser entre les mains du saisissant les sommes par lui dûes au saisi, a pour effet de *substituer*, vis-à-vis du tiers saisi, un créancier à un autre, et d'opérer, à l'égard du saisissant, *une sorte de transport au moyen de l'intervention de la justice, dont la volonté remplace celle du saisi*, dans le but d'acquitter la dette par lui contractée » ;

« Quo ce *transport judiciaire*, après la signification du jugement qui en est le titre, opère au profit du saisissant, la *saisine* des sommes dûes par le tiers saisi, et lui en transmet la *propriété*, de telle sorte que si d'autres créanciers du saisi forment ensuite des oppositions sur ces sommes, ils doivent être écartés sans retour ».

1. Considérant « que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt et ordonne que le tiers saisi sera tenu de verser entre les mains du saisissant les sommes par lui dûes au saisi, a pour effet de *substituer*, vis-à-vis du tiers saisi, un *créancier à un autre*, et d'opérer, à l'égard du saisissant, *une sorte de transport au moyen de l'intervention de la justice, dont la volonté remplace celle du saisi*, dans le but d'acquitter la dette par lui contractée ; »

« Quo ce *transport judiciaire*, après la signification du jugement qui en est le titre, opère, au profit du saisissant, la *saisine* des sommes dûes par le tiers saisi et lui en *transmet la propriété*, de telle sorte que, si d'autres créanciers du saisi forment ensuite des oppositions sur ces sommes, ils doivent être écartés sans retour ; »

« Quo telle est aujourd'hui, sur cette question d'abord controversée, l'état de la doctrine et de la jurisprudence, ainsi que l'atteste Dalloz, sur l'arrêt rendu en ce sens par la Cour de Nîmes, le 8 février 1832, en conformité des arrêts de la Cour suprême des 28 février 1822 et 14 juin 1826 ».

l'étude de leurs considérants (voir en note), que l'on peut retrouver la genèse du système, découvrir sur quelles bases il s'est élevé, et de quels raisonnements il s'est étayé. Plus tard, en effet, la jurisprudence ne reviendra plus sur ces discussions, et se bornera à énoncer le principe.

En 1842, la question revenait devant la Cour suprême, qui persista dans sa théorie. Cet arrêt du 31 janvier 1842 est très important : non seulement il constitue en quelque sorte la confirmation et comme la consécration définitive du système, mais encore l'espèce au sujet de laquelle il fut rendu est intéressante à rapporter, montrant bien comment la question peut se poser dans la pratique, et quels sont les intérêts différents qui peuvent alors se trouver en jeu.

Les 9 juin, 4 juillet et 27 décembre 1831, le sieur Thabaud, représenté plus tard par les héritiers Desaix, pratiquait, au préjudice du sieur Brazier, son débiteur, des saisies-arrêts entre les mains du payeur et du receveur général du département du Cher, sur les sommes dues à cet entrepreneur, par suite des travaux qui lui avaient été adjugés. Sur des assignations régulières en validité, trois jugements des 19 mars, 15 mai et 4 décembre 1832 déclarèrent valables ces saisies-arrêts, et ordonnèrent que le dixième dont il avait été fait retenue sur le prix de l'entreprise, les sommes qui

pourraient être accordées à l'entrepreneur à titre d'indemnité, et toutes sommes qui ne seraient pas employées à l'achèvement des travaux seraient versées entre les mains du sieur Thabaud jusqu'à concurrence de sa créance. Ces jugements, signifiés tant à Brazier qu'au payeur et au receveur général, par exploit des 22 mars, 3 avril, 31 décembre 1832 et 24 janvier 1833, ne furent pas frappés d'appel (1). Mais ce ne fut qu'en 1837 que les fonctionnaires sus-désignés délivrèrent, pour suppléer à la déclaration affirmative exigée des tiers saisis ordinaires, le certificat prescrit par l'article 569 du Code de procédure (2). Avant ces certificats, mais après que les jugements sus-relatés (3) avaient acquis l'autorité de la chose jugée d'autres créanciers du sieur Brazier avaient fait saisir-arrêter entre les mains du payeur les sommes qui étaient ou pouvaient être dues à leur débiteur. Ces créanciers étaient : 1° les syndics de la faillite des sieurs Renault et Nicolas ; 2° les sieurs Dauvilliers. Leurs saisies-arrêts avaient été pratiquées les 23 juillet 1833 et 19 avril 1836, et ils avaient obtenu pour chacune d'elles un jugement de validité rendu le 27 juin 1836. Ce fut dans

1. L'absence de signification, ou un appel interjeté auraient en effet singulièrement compliqué la question, comme nous le verrons.

2. Cette déclaration *tardive* est curieuse. Nous y reviendrons plus tard, et elle nous servira d'exemple.

3. Jugements qui avaient prononcé la validité des premières saisies-arrêts.

ces circonstances que les 17 et 18 janvier 1837, le payeur et le receveur général délivrèrent leurs certificats. Celui du payeur constatait qu'il était détenteur d'un mandat délivré à Brazier, le 27 décembre 1836 de la somme de 7.692 francs ; celui du receveur général, qu'il avait versé à la caisse, pour le compte de Brazier, les 31 octobre 1835 et 31 octobre 1836, une somme de 20.400 francs. Les syndics Renault firent ouvrir une distribution par contribution de ces diverses sommes. Les héritiers Thabaud y produisirent, et comme leurs créances absorbaient la totalité de ces sommes, ils prétendirent *qu'ils y avaient seuls droit*, à l'exclusion de tous autres, *en vertu du transport judiciaire* qu'avait opéré au profit du sieur Thabaud les jugements de validité par lui obtenus *avant* les saisies-arêts des syndics Renault et des sieurs Dauvilliers.

Le 7 février 1838, intervenait un jugement du tribunal civil de La Châtre, qui accueille les prétentions des héritiers Thabaud, et annule par suite la procédure de distribution ; le 22 juin 1838, arrêt infirmatif de la Cour de Bourges. Enfin le 31 janvier 1842, la Cour de cassation avait à se prononcer :

« Attendu en droit que l'effet *nécessaire* des jugements qui, en déclarant les saisies valables, ont ordonné que les tiers saisis videraient leurs mains

en celles du saisissant, a été de *dessaisir* Brazier des sommes arrêtées, pour en faire *attribution et transport au saisissant* ;

« *Attendu qu'on ne saurait méconnaître cette attribution sans refuser à la chose jugée toute espèce d'efficacité ; Attendu en conséquence que l'arrêt attaqué, en ordonnant la distribution par contribution entre des créanciers dont les saisies n'étaient survenues qu'après le dessaisissement du débiteur commun, a violé évidemment les articles 1351 et 1390 du Code civil, ainsi que l'article 567 du Code de procédure ;*

« *Casse.....* » (1).

De ce jour, la jurisprudence est définitivement fixée, et elle ne variera plus, du moins en ce qui concerne la théorie du transport en elle-même, et abstraction faite de certaines applications de détails. Ce ne va désormais être qu'une longue suite d'arrêts, énonçant une sorte d'axiome, qu'il n'est plus besoin de prouver, dans des termes et avec des locutions presque identiques :

— Jugé « que le jugement de validité d'une saisie-arrêt portant que les sommes saisies seront versées aux opposants jusqu'à concurrence de leurs créances, en transfère la *propriété* à ces opposants, et rend sans effet à leur égard toute opposition

postérieure... lors même que s'agissant d'une saisie-arrêt faite sur les débiteurs d'une succession bénéficiaire, le versement aurait été ordonné sans préjudice des oppositions formées en vertu de l'article 808 du Code Napoléon, cette réserve ne pouvant avoir pour résultat de valider des oppositions non encore existantes lors du jugement. (Cass. req., 1^{er} août 1849. Aff. Durand-Vaugaron. S. 49. 1. 682 ; D. 49. 1. 287.)

Jugé « que le jugement de validité équivaut, au profit du premier saisissant, à un *véritable transport*, et lui attribue, d'une manière irrévocable et exclusive, les sommes saisies jusqu'à concurrence du montant de sa créance. (Agen, 20 décembre 1853. S. 54. 2. 249.)

Que le jugement qui déclare une saisie-arrêt valable, et ordonne aux tiers saisis de vider ses mains en celles du saisissant, opère, en faveur de ce dernier, une *subrogation judiciaire* qui le rend propriétaire de la somme saisie ; que par suite les autres créanciers non opposants, n'ayant plus aucun droit sur la somme saisie, ne sont pas recevables à former *tierce opposition* au jugement de validité (1). (Cass. 15 avril 1856. S. 56. 1. 817.)

Jugé encore : « que le jugement, passé en force

1. « Attendu que ce jugement (le jugement de validité) formait un *lien de droit*, et opérât, au profit des créanciers qui l'avaient obtenu, un transport judiciaire des sommes dues par la dame de Bérù à la dame d'Angoville, et les rendait propriétaires exclusifs des deniers saisis.

de chose jugée, qui valide une saisie-arrêt, dessaisit le débiteur des sommes arrêtées pour en faire attribution et *transport* au saisissant, lequel devient créancier *direct* du tiers saisi ; en conséquence, la faillite du saisi ne fait pas obstacle à ce que le saisissant poursuive le recouvrement de sa créance, si cette faillite n'a été déclarée que postérieurement à ce dessaisissement, encore bien qu'elle ait été reportée à une époque antérieure. (Cass., 9 juin 1869. S. 69. 1. 455.)

Que *l'effet nécessaire* des jugements qui prononcent la validité d'une saisie-arrêt est de dessaisir le débiteur des sommes arrêtées pour en faire attribution et *transport* au saisissant, à l'exclusion des créanciers qui n'ont pas formé saisie-arrêt avant que le jugement de validité ait acquis l'autorité de la chose jugée ; et la distribution par contribution ne doit avoir lieu qu'entre les créanciers dont les saisies sont survenues avant le dessaisissement du débiteur commun, à l'exclusion des créanciers qui ne se trouvent pas dans ce cas. Que le jugement qui valide une saisie-arrêt a des effets non pas déclaratifs, mais *translatifs de droits*. Que le créancier saisissant devient, dans les limites où la saisie a été autorisée et validée, *créancier direct* du tiers saisi. (Cass., 23 mars 1881. S. 83. 1. 455. — Cass., 2 juillet 1890. 90. 1. 433. — Cass., 27 juin 1892. S. 92. 1. 519. — Cass., 27 novembre 1894. S.

96. 1. 489. — Rouen, 10 mars 1900. D. 1902. 2. 43.)

Un très récent arrêt de la Cour de cassation est allé plus loin encore, en parfait accord logique, du reste, avec la conception fondamentale qui inspira les arrêts de 1822 et 1843 : par l'effet de la cession judiciaire résultant du jugement de validité, le tiers saisi devient débiteur du saisissant, au même titre et de la même manière que le saisi ; d'où l'arrêt conclut que si le tiers saisi était débiteur du saisi à raison d'un dépôt, il ne peut pas plus opposer la compensation au saisissant qu'il n'aurait eu auparavant le droit de l'opposer au saisi. (Art. 1293, Code civil. — Req. 6 mai 1901. D. 1903. 1. 381). La créance n'est-elle pas en-effet *transportée* telle qu'elle est, avec tous ses accessoires, ses exceptions, s'il peut lui en être opposé, et ses particularités ?

§ 2.— Nécessité d'une signification (art. 1690)

Ainsi donc, le jugement de validité équivaut à un transport : c'est une sorte de cession ou subrogation judiciaire dont l'effet principal et direct est d'opérer la saisine des deniers saisis-arrêtés au profit du saisissant, qui devient ainsi créancier direct du tiers saisi.

Mais alors différentes questions vont se poser.

Et tout d'abord, cet effet, à *quelles conditions* le jugement de validité le produira-t-il ?

Il s'agit d'un transport, d'une cession de créance, qui ne diffère du transport de créance conventionnel qu'en ce qu'il est forcé, opéré par la main de la justice. Or le transport de créance conventionnel est soumis par la loi à certaines conditions, à certaines formalités indispensables : parfait entre les parties par le seul consentement, il ne peut produire d'effet vis à vis des tiers ni leur être opposable que du jour où il a été signifié au débiteur cédé (art. 1690 du Code civil). Que décider en ce qui concerne le transport judiciaire ? Exigera-t-on les mêmes formalités ? Poussera-t-on l'assimilation jusqu'au bout ?

La jurisprudence a fini par aller jusque-là : le jugement de validité est le titre du transport : il ne peut être opposable aux tiers, en l'espèce les saisissants postérieurs au jugement de validité, que par sa *signification* au débiteur cédé, en l'espèce le tiers saisi (art. 1690). Ainsi, l'assimilation entre les deux espèces de transports est aussi complète que possible : le saisissant qui le premier a fait valider sa saisie-arrêt n'obtient, vis-à-vis des saisissants postérieurs, la saisine des deniers saisis-arrêtés que par la signification au tiers saisi du jugement de validité obtenu, et à partir seulement de cette signification.

Déjà, et en s'inspirant évidemment de cette pensée, la Cour de Paris avait rendu, le 24 juin 1836, un arrêt aux termes duquel « le jugement de validité d'une saisie-arrêt, *rendu hors la présence du tiers saisi* n'opérait vis-à-vis des tiers saisine des deniers arrêtés au profit des saisissants : ces deniers pouvaient donc être encore frappés d'opposition par d'autres créanciers » (Paris, 24 juin 1836. S. 36. 2.354) — et le 1^{er} août 1849, la Cour de cassation avait décidé : « que l'arrêt qui avait validé les saisies-arrests formées par les sieurs le Denmat-Kervern leur avait transporté définitivement, jusqu'à concurrence de leurs créances, la propriété des sommes par eux saisies, et que les effets de ce transport n'avaient pu être détruits par les oppositions formées postérieurement à la signification de cet arrêt ». (Rej. 1^{er} août 1849. S. 49.1.682).

Et cependant il semble que pendant longtemps la Cour de cassation ait comme hésité devant ce qui lui semblait peut-être encore une exagération de logique. Ce n'est qu'à une époque relativement récente qu'elle a osé se prononcer nettement dans le sens de l'assimilation complète, quant à son opposabilité aux tiers, de la cession judiciaire résultant d'un jugement de validité à la cession de créance du Code civil, et dans le sens

de l'application sans réserve, à l'une comme à l'autre, des formalités 1690.

Les deux arrêts que nous venons de rapporter ne font en somme, à la nécessité d'une notification du jugement de validité au tiers saisi, qu'une allusion incidente ; leur sens est loin d'être clair à ce sujet, et peut donner lieu à des interprétations diverses. Deux autres arrêts, quelques années plus tard, les 20 novembre 1830 (S.61.1.270) et 28 décembre 1880 (S.81.1.155), se maintinrent de même, probablement à dessein, dans une imprécision analogue, effleurant à peine la question (1).

Ce ne fut que beaucoup plus tard (2), le 27 novembre 1894, qu'on vit la Cour de cassation, dans un arrêt de la chambre civile (S.et P. 1896.1.489) ajouter à la solution qu'elle admettait depuis long-

1. Il est vrai qu'à lire les résumés placés dans le Sirey (surtout autrefois, avant 1890) en tête des arrêts rapportés, on serait tenté de croire à une jurisprudence beaucoup plus affirmative, et quelques auteurs s'y sont peut-être trompés. — C'est ainsi que l'on peut voir, notamment : S. 1857, 1.170 : « le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt n'attribue pas au saisissant la propriété des sommes saisies, s'il existe d'autres saisies arrêts antérieures, sinon au jugement de validité, au moins à la signification de ce jugement au tiers saisi et à la partie saisie » — et S. 1890 1.433 : « c'est la signification au tiers-saisi du jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt qui a pour effet de dessaisir ledit tiers saisi de sommes arrêtées pour en faire attribution et transport au saisissant ». C'est là un langage outré, un résumé complètement inexact de deux arrêts du 5 août 1856, et 2 juillet 1890, qui ne se sont jamais exprimés ainsi. Il suffit, pour s'en mieux rendre compte, de se reporter à leur texte même.

2. V. la note très récente de M. Tissier sous Cass., 9 mars 1908. (S.1909.1.33).

temps cette autre solution d'après laquelle le jugement de validité est soumis à l'égard des tiers à la règle de la signification 1690, et décider résolument que le transport « produit tous ses effets à l'égard des tiers à *dater de la notification au tiers saisi* du jugement de validité, comme il les produirait à dater de la signification du contrat de cession ».

Du reste, à partir de ce moment, la jurisprudence est conforme, et s'exprime avec une netteté remarquable.

« La saisie-arrêt, dit en substance un arrêt de la Cour suprême, du 30 novembre 1897, validée par un jugement rendu entre le saisissant et le saisi, n'a que la valeur d'un transport ordinaire qui, *pour être opposable aux tiers, doit, aux termes de l'article 1690 Code civil, être signifié au débiteur cédé*. Cette saisie-arrêt formée avant la faillite, peut bien avoir pour effet d'assurer au créancier qui l'a formée la conservation de son privilège de vendeur ; mais elle n'est pas opposable, faute de signification, à la masse des créanciers du débiteur saisi, qui par suite du dessaisissement résultant du jugement déclaratif de faillite, sont des tiers par rapport au failli. (S. 1900.1.121) ». Et encore, le 14 février 1899 : « On ne peut assimiler à une *notification* du jugement de validité d'une saisie-arrêt l'assignation en déclaration affirmative signifiée au tiers

saisi ». (Cass. 14 février 1899. S. *ibid.* et D. 99. 1. 227).

Très récemment, enfin, le 9 mars 1908, la Cour de cassation a eu l'occasion de revenir sur sa théorie, et de la développer de nouveau :

« Si le jugement ou l'arrêt prononçant la validité d'une saisie-arrest, dit-elle, (Cass. 9 mars 1908, S. 1909. 1. 33) dessaisit le débiteur des sommes arrêtées pour en faire le transport au saisissant, et si ce *transport* est opposable aux tiers, c'est à la condition... que *la décision de validité soit signifiée aux tiers saisis par application de l'article 1690 Code civil*. Le transport résultant ainsi du jugement de validité produit tous ses effets à l'égard des tiers, à dater de la signification du jugement aux tiers saisis, comme il les produirait, en matière de cession ordinaire, à partir de la signification du contrat de cession au débiteur cédé. Par suite lorsque l'arrêt de validité, rendu sans que les tiers saisis aient été appelés dans l'instance, n'a été signifié aux dits tiers saisis qu'après d'autres saisies-arrests pratiquées entre leurs mains, ces saisies-arrests font obstacle à l'attribution exclusive des deniers saisis au profit du saisissant qui a obtenu l'arrêt de validité ». (V. sous cet arrêt, la note de M. Tissier).

§ 3 — Le jugement de validité doit pour produire transport, être passé en force de chose jugée

Le jugement de validité est un transport ; il en a le caractère attributif, il en produit l'effet translatif, et cela aux mêmes conditions que le transport conventionnel, nous venons de le voir. Mais il ne faut pas oublier que ce transport est *judiciaire*, et que l'assimilation avec le transport conventionnel, ne saurait, par la nature même des choses, se poursuivre jusqu'au bout. Une question va se poser qui ne se poserait pas pour un transport conventionnel : à partir de quel moment l'effet attributif, translatif de droits, reconnu par la jurisprudence au jugement de validité, va-t-il se produire ?

Il ne faut pas oublier en effet que le titre de ce transport judiciaire est un jugement, et non pas, comme dans le transport conventionnel, un acte ordinaire. Or, un jugement n'est pas immédiatement définitif : il peut être infirmé par un appel ; il peut avoir été rendu par défaut, et se trouver complètement transformé par les effets d'une opposition. Il n'acquerra ce caractère définitif, l'autorité de la chose jugée, qu'après qu'un second jugement aura été rendu, s'il y a eu opposition ou appel, ou, dans le cas contraire, après seulement

que les délais, impartis pour faire opposition ou appel seront expirés.

Evidemment, si le jugement de validité qui opère transport est contradictoire et en dernier ressort, pas de difficultés : il produira de suite son effet translatif, et l'exécution pourra être faite immédiatement après la signification exigée.

Mais *quid*, s'il est frappé d'opposition ou d'appel, ou même si les délais pendant lesquels il peut être frappé d'opposition ou d'appel ne sont pas encore expirés ?

Cette question, nous le verrons plus tard lorsque nous aurons à apprécier la théorie de la jurisprudence, est intimement liée à une autre, dont elle dépend : quels effets l'opposition formée ou l'appel interjeté produisent-ils sur le jugement attaqué ? Nous ne l'examinerons pas pour le moment. Il suffit actuellement de savoir que la jurisprudence, estimant que l'appel empêche le jugement de passer en force de chose jugée, en a tiré dans le cas qui nous occupe, la conclusion suivante : le jugement de validité, par cela même qu'il est frappé d'appel, cesse de transporter la créance du saisi au saisissant, et ce résultat ne se produira plus que par l'arrêt, s'il est confirmatif, sans que cet arrêt produise effet rétroactif, de sorte que jusqu'au moment où il sera rendu, de

nouvelles saisies-arrêts pourront être pratiquées qui seront opposables au saisissant (1).

A plus forte raison en doit-il être de même au cas d'opposition, puisque, toujours d'après la jurisprudence, l'opposition anéantit complètement le jugement par défaut, et ne se borne pas, comme l'appel, à l'empêcher de passer en force de chose jugée.

Ainsi donc, il faut que le jugement de validité, pour produire transport, *soit passé en force de chose jugée*, c'est-à-dire, explique la jurisprudence qu'on ne puisse faire obstacle à son exécution. « Et, en effet, dit-elle, tant que l'exécution ne peut avoir lieu contre lui, le tiers saisi n'est pas lié envers le saisissant, auquel il ne peut encore rien payer, il reste débiteur du saisi, et les nouvelles saisies-arrêts frapperont utilement cette créance qui est encore dans le patrimoine de leur débiteur » (2). Le transport n'a lieu que du jour où le tiers saisi peut être contraint, effectivement, par le saisissant, à exécuter son obligation.

Tous les arrêts que nous avons cités et analysés ci-dessus, après avoir établi, ou en proclamant à nouveau le caractère attributif et translatif de

1. V. *infra* : Cass. 27 juin 1892, et la note (S. 92. 1. 519. — D. 93. 1. 25).

2. Dodo. *Saisie-arrêt*, p. 208, et Cass., 27 juin 1892. S. 92. 1. 519. D. 93. 1. 25.

droits du jugement de validité, ajoutent avec soin dans leurs décisions (1), que ce jugement ne produit son effet qu'à partir du moment où il est passé « en force de chose jugée ».

Voir, dans ce sens, ci-dessus :

Cassation 28 février 1822 (Dalloz. *Jur. gén.* v^o Saisie-arrêt, n^o 445, en note) : le jugement, *passé en force de chose jugée*, qui prononce la validité d'une saisie-arrêt, a pour effet de dessaisir... etc.

Lyon, 24 août 1827 (S. 27. 2. 260) : le jugement de validité, *une fois passé en force de chose jugée*, forme en faveur du saisissant, une espèce de cession judiciaire... etc.

Nîmes, 28 février 1832 (S. 32. 2. 236) : après un jugement de validité *passé en force de chose jugée*, le créancier qui... etc. — Rennes, 24 mars 1835 (S. 36. 2. 264) : un jugement de validité, *passé en force de chose jugée à défaut d'opposition ou d'appel*, a pour effet d'opérer la saisine... etc.

En outre nombre d'arrêts ont particulièrement visé l'hypothèse. C'est ainsi que l'on trouve dans un arrêt de la Cour de Paris, du 17 mars 1836 (Dalloz. *Jur. gén.* v^o Saisie arrêt, n^o 452) : « que la signification au tiers saisi du jugement qui déclare valable une saisie-arrêt n'a pour effet

1. Nous ne l'avons pas fait remarquer alors, nous réservant d'en parler tout spécialement ici.

d'opérer la saisine des deniers, au profit du saisissant, *qu'autant que ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée ou acquiescée* ; spécialement que si, après la signification au tiers saisi du jugement par défaut, déclarant une saisie-arrêt valable, de nouvelles oppositions surviennent *avant l'acquiescement* donné par le débiteur saisi à ce jugement, il y a lieu d'ordonner que les sommes arrêtées seront distribuées par contribution entre le premier saisissant et les créanciers postérieurs » et dans un arrêt de Montpellier, du 21 janvier 1839 (S. 39. 2. 383) : « que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt, et ordonne la délivrance des sommes saisies, ne fait pas obstacle, *lorsque le jugement n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée*, à ce que tout autre créancier use de saisie sur les mêmes deniers, et en demande la distribution par contribution. »

La Cour de cassation, dans un arrêt du 5 août 1856, est venue consacrer définitivement ce système :

« Attendu, dit-elle, que les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et que le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait une cause légitime de préférence ; attendu que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt ne peut attribuer à l'auteur de cette saisie la propriété exclusive des

sommes sur lesquelles elle porte, s'il existe d'autres saisies antérieures, soit à la date de ce jugement, soit même à la date *du jour où il a acquis l'autorité de la chose jugée.* »

« D'où il suit que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt n'attribue pas au saisissant la propriété exclusive des sommes saisies, s'il existe d'autres saisies-arrêts *antérieures*, soit à la date de ce jugement, soit même à la date *du jour où il a acquis l'autorité de la chose jugée.* En pareil cas, les sommes saisies doivent être distribuées par contribution. » (Cass., 5 août 1856. D. 56. 1. 336) (1).

Les arrêts qui vont suivre sont tout particulièrement précis, nombreux du reste, et avec un grand luxe d'explications et de détails :

Jugé que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt, n'emporte en faveur du saisissant

1. « Il paraît résulter, disait M. Dalloz en 1858, de cet arrêt de la Cour de cassation, une modification dans sa jurisprudence. Elle admettrait les nouveaux saisissants à venir au marc le franc, dès que leur saisie-arrêt serait antérieure au jour où le jugement serait passé en force de chose jugée. »

Il ne semble cependant pas que ce soit précisément une « modification » dans sa jurisprudence. Cette nécessité que le jugement de validité soit : 1° signifié au tiers saisi (art. 1690, C. civ.); 2° passé en force de chose jugée, pour que le transport judiciaire puisse s'opérer avec toutes ses conséquences, est plutôt une atténuation apportée à ce que le système pouvait avoir, en lui-même, de trop absolu et de trop excessif. Mais il faudra se demander ensuite si ces atténuations ou modifications sont admissibles, et en accord logique avec les principes fondamentaux de la théorie.

sant attribution de la somme saisie-arrêtée, jusqu'à concurrence des causes de la saisie, *qu'après l'expiration des délais d'opposition ou d'appel* (1); par suite, la faillite du débiteur saisi, survenue même depuis ce jugement, et sa signification au tiers saisi, mais avant qu'il n'ait acquis l'autorité de la chose jugée, met obstacle à cette attribution, et les deniers saisis doivent être distribués par contribution, entre le saisissant et tous les autres créanciers du failli. (Cass., 20 nov. 1860. S. 61. 1. 270).

Jugé de même : que le jugement de validité d'une saisie-arrêt n'emporte, au profit du saisissant, attribution exclusive des sommes saisies *que du jour où il a acquis l'autorité de la chose jugée vis-à-vis du tiers saisi*; si donc, avant que ce jugement soit passé en force de chose jugée, le débiteur saisi vient à être déclaré en faillite, les sommes saisies-arrêtées tombent dans l'actif de sa faillite, et doivent dès lors être partagées au marc le franc entre le saisissant et les autres créanciers (2). (Colmar, 10 février 1864. S. 64. 2. 122).

1. On ne peut pas être plus explicite. Ce n'est pas seulement l'opposition formée ou l'appel interjeté qui empêche le jugement de validité de passer en force de chose jugée, et par conséquent de produire attribution et transport, ce sont les *délais eux-mêmes*. Voir dans le même sens les arrêts cités ci-après.

2. La Cour de Colmar, par ailleurs, a toujours été opposée, dans notre

Jugé encore : que la saisie-arrêt n'emporte attribution au saisissant des deniers saisis *qu'à partir du jour* où elle a été validée par une décision judiciaire *ayant acquis l'autorité de la chose jugée*. Par suite, si durant l'instance d'appel contre le jugement de validité, le débiteur saisi décède, et si sa succession est déclarée vacante, les deniers saisis doivent, *même au cas de confirmation ultérieure du jugement*, être déposés à la caisse des consignations comme toutes autres sommes dépendant de la succession, pour la conservation des droits de qui il appartiendra, et non pas versées directement entre les mains du saisissant. (Cass., 13 février 1865. D. 65. 1. 79).

Que le jugement de validité d'une saisie-arrêt n'emporte, au profit du saisissant, attribution exclusive des sommes saisies *que du jour où il a acquis l'autorité de la chose jugée* vis-à-vis du tiers saisi (1). Si donc, avant que ce jugement soit passé en force de chose jugée, le débiteur saisi vient à être déclaré en faillite, les sommes saisies-arrêtées tombent dans l'actif de sa faillite, et

matière, au système généralement adopté par la jurisprudence. L'un de ses arrêts, du 10 août 1858, auquel elle se réfère du reste dans l'arrêt ci-dessus rapporté, contient une réfutation en règle de la théorie du transport. Nous le retrouverons plus tard.

1. « Attendu en droit que le jugement de validité de saisie-arrêt n'emporte attribution exclusive ou transport judiciaire des sommes saisies-

doivent dès lors être partagées au marc le franc entre le saisissant et les autres créanciers. Lyon, 30 novembre 1866 (S. 67. 2. 262).

Jugé encore : que le jugement de validité d'une saisie-arrêt n'emporte, au profit du saisissant, attribution exclusive des sommes saisies *que du jour où il a acquis l'autorité de la chose jugée*, la connaissance du jugement de validité ne saurait, vis-à-vis du tiers saisi, équivaloir à un transport lui donnant le saisissant pour créancier ; — dès lors le tiers saisi, demeurant débiteur du créancier originaire, peut faire offres réelles à ce dernier du montant de la dette (1), à charge de rapporter main-levée des oppositions, et consigner si les offres ainsi faites n'ont pas été acceptées. (Cass. 28 décembre 1880. S. 81.1.155 ; D. 81.1.427) ;

Que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt, avec injonction au tiers saisi de payer entre les mains du saisissant n'opère au profit de ce dernier un transport judiciaire dont l'effet est de le rendre propriétaire exclusif des deniers arrêtés jusqu'à concurrence des causes de la saisie, *qu'au-*

arrêtées en faveur du créancier saisissant, que lorsque, après l'expiration des délais d'opposition et d'appel, il a acquis l'autorité de la chose jugée.

1. « Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence constante que la saisie-arrêt n'opère transport au profit du saisissant et ne lui confère un droit privatif d'attribution sur les deniers saisis *qu'autant* que le jugement de validité a acquis l'autorité de la chose jugée, et que c'est à partir de cette époque seulement que le tiers saisi perd la faculté de se libérer entre les mains de son créancier originaire. »

tant qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée ; qu'ainsi ledit jugement n'emporte pas attribution exclusive des sommes saisies-arrêtées au profit du saisissant lorsqu'il a été rendu par défaut et que d'autres saisies ont été formées avant sa signification, et les créanciers qui ont pratiqué ces saisies concourent avec le premier saisissant dans la distribution des deniers arrêtés. (Cass., 2 février 1891. S. 91.1.217) ;

Que la saisie-arrêt n'emporte attribution définitive au saisissant des sommes saisies-arrêtées qu'à partir du jour où il a été rendu un jugement de validité, et où ce jugement est *passé en force de chose jugée* ; jusqu'à ce moment les créanciers du saisi peuvent former opposition, et venir à contribution sur le montant de la créance saisie ; par suite, lorsque, avant même qu'il ait été statué sur la validité de la saisie-arrêt, le débiteur saisi vient à être déclaré en état de liquidation judiciaire, les sommes saisies-arrêtées tombent dans l'actif de sa liquidation (1), et demeurent le gage commun de ses créanciers. (Cass., 17 février 1892. S. 92. 1. 207) ;

Que l'attribution que le jugement de validité fait au saisissant des valeurs arrêtées, n'a lieu que

1. « Vainement, dit cet arrêt, on se prévautrait du principe qui fait *retroagir* les jugements au jour de la demande : ce principe souffre *exception*, en ce qui concerne les jugements de validité de saisie-arrêt. »

le jour où *étant passé en force de chose jugée ce jugement est susceptible d'exécution contre le tiers saisi ; celui-ci, tant qu'il ne peut être contraint à vider ses mains en celles du saisissant, demeurant le débiteur du saisi* (1) ; par suite, si le jugement de validité a été frappé d'appel, et est confirmé, c'est à la date de l'arrêt confirmatif que s'opère cette attribution, puisque c'est à cette date seulement que le saisissant peut obliger le tiers-saisi à lui remettre les sommes arrêtées (2). (Cass., 27 juin 1892. S. 92. 1. 519; D. 93. 1. 25.)

Récemment, le 10 mars 1900 (D. 1902. 2. 43), la Cour de Rouen a rendu, sur le même sujet, un arrêt évidemment très inspiré de celui que nous venons de rapporter. « Le jugement de validité d'une saisie-arrest, dit-il, n'attribue au saisissant les sommes arrêtées, dans la mesure des causes de la saisie, *que du jour où ce jugement est passé en force de chose jugée*, et devient par cela même susceptible d'exécution contre le tiers saisi : jusqu'à ce jour le tiers saisi ne peut être contraint à vider ses mains en celles du saisissant, et il reste débiteur du

1. Phrase déjà citée (Dodo, *loc. cit.*, et *supra*, au commencement du paragraphe) qui résume bien l'ensemble du système.

2. D'où l'arrêt conclut, très logiquement du reste, que « de nouvelles saisies-arrests peuvent être pratiquées utilement sur lesdites sommes dans l'intervalle du jugement à l'arrêt confirmatif, par d'autres créanciers du saisi » (V. *supra*).

saisi ; en conséquence, si la signification d'un jugement contradictoire et définitif au tiers saisi est suffisante, vis-à-vis des tiers créanciers, pour opérer la cession judiciaire, au profit du saisissant, de la somme arrêtée, il n'en est pas de même de la signification du jugement de validité rendu par défaut, à moins que le tiers saisi n'ait renoncé à l'attaquer par la voie de l'opposition ou de l'appel. »

§ 4. — Quelques autres conséquences

La jurisprudence, aux grandes lignes du système que nous venons d'examiner, a ajouté certaines conséquences de détail qu'elle estimait devoir découler logiquement des principes par elles posés. Il convient du reste de faire remarquer dès maintenant que la presque unanimité constatée jusqu'à présent dans la jurisprudence ne va plus se retrouver pour les solutions suivantes, et que spécialement la théorie du transport n'est pas communément admise, même par ses plus chauds partisans, quand il s'agit de l'appliquer aux créances à terme, un assez grand nombre d'arrêts s'étant à ce sujet, ainsi qu'on le verra, orientés dans un sens tout différent de celui de la Cour suprême.

En effet, que décider, lorsque la créance saisie-arrêtée, et dont le saisissant demande, par l'assignation en validité, qu'il lui soit fait transport et attribution exclusive, est, non pas une créance certaine, réelle, liquide, exigible (1), mais une créance non échue, ou à échéance incertaine, ou conditionnelle, ou éventuelle ? Ce sont, par exemple, des loyers qui sont dus à mon débiteur, ou des gages, ou un salaire, ou des appointements, etc. (2) : les hypothèses peuvent être multipliées à l'infini, tant ce genre de créances est répandu et fréquent. Le jugement de validité, portant que le tiers saisi se libérera entre les mains du saisissant des sommes non encore échues, ou conditionnelles, ou éventuelles, qu'il pourra plus tard devoir au saisi, produira-t-il l'effet d'un transport, c'est-à-dire *attribuera-t-il exclusivement* au saisissant la propriété, non seulement des sommes actuellement dues, mais encore de toutes celles qui pourront être dues à l'avenir en vertu de la même origine, de telle sorte qu'aucune opposition ou saisie-arrêt ultérieure ne pourra empêcher la libération du tiers saisi entre les mains du premier saisissant qui, si cette créance est le seul bien possédé

1. Ainsi que nous l'avions jusqu'à présent supposé et rencontré.

2. Nous verrons que la même question peut se poser relativement aux saisies-arreêts pratiquées sur la portion saisissable des salaires et petits traitements en vertu de la loi du 12 janvier 1895.

par le débiteur, absorbera ainsi tout l'actif, le présent et le futur, le certain et l'incertain ?

La Cour de Cassation (1) a consacré les effets translatifs du jugement de validité en déclarant que la saisine s'opère aussi bien à l'égard d'une créance à terme qu'à l'égard d'une créance exigible, le nouveau créancier devant seulement subir les délais d'exigibilité ; elle n'a pas craint de décider : « Qu'en matière de transport de créance, conventionnel ou judiciaire, la loi n'établit aucune distinction, entre les créances échues et celles à échoir, liquides ou non liquides, certaines ou éventuelles, et que les unes et les autres peuvent être l'objet d'une cession comme d'une saisie-arrêt, sauf au cessionnaire ou au saisissant à subir les conséquences du terme, de la liquidation, ou de l'éventualité ». (Cass. 31 janvier 1842. S. 42. 1. 119. — Cf. Req., 28 fév. 1822, *supra*). Il est vrai que plus tard, en 1890, la même Cour montrera quelque hésitation, mais ce sera bientôt pour revenir à sa théorie première.

Une autre conséquence a été tirée tout récemment du système général de la jurisprudence par deux arrêts de Cassation rendu les 30 novembre 1897 et 14 février 1899, et dont il a été parlé déjà.

1. Mais la Cour de cassation seulement, car nous verrons que c'est là une question très ardemment discutée.

C'est M. Tissier, dans sa note du Sirey (S. 1900. 1. 121) qui a signalé cette solution nouvelle. « La Cour de cassation, dit-il, décide, incidemment il est vrai, que la signification au tiers saisi, exigée pour satisfaire à l'article 1690 Code civil, doit nécessairement être faite après que le jugement valant transport a acquis l'autorité de la chose jugée... Elle a pensé sans doute que le transport ne s'opérant, d'après elle, que lorsque le jugement est définitif, la signification de ce transport ne peut être que postérieure. »

Suivant quelques autres décisions (et nous en avons déjà rencontré au moins une), le jugement de validité, pour conférer le « privilège » au saisissant, doit avoir été rendu *en présence du tiers saisi*, ou tout au moins celui-ci doit s'être reconnu débiteur ; dans le cas contraire, il faudrait l'assigner en déclaration affirmative, et obtenir jugement sur cette demande, avant que le jugement de validité, même passé en force de chose jugée, vienne à produire les effets qui lui sont propres. Le privilège du premier saisissant n'existerait donc qu'à l'encontre des créanciers qui auraient fait saisie-arrêt après que le jugement sur la demande en déclaration affirmative serait lui-même passé en force de chose jugée (1) (V. notamment Paris, 17 mars

1. Leurquin. *Code de la saisie-arrêt*, art. 565, p. 285, note.

1836): « Il n'y a saisine au profit du saisissant que par le jugement qui, après déclaration affirmative par suite du jugement de validité, condamne le tiers saisi à payer les sommes dont il est reconnu débiteur ; cet effet n'appartient pas au jugement de validité qui, *en l'absence du tiers saisi*, ordonne qu'il videra ses mains en celles du saisissant » (S. 36. 2. 265) et de même Paris, 24 juin 1836 : « Le jugement de validité d'une saisie-arrêt, *rendu hors la présence du tiers saisi*, n'opère pas, vis-à-vis des tiers, saisine des deniers arrêtés au profit des saisissants, ces derniers peuvent donc être frappés d'opposition par d'autres créanciers » (S. 36. 2. 354) et encore de même, Paris, 11 novembre 1841 (*Journal du Palais*, 1842. 1. 736) (1).

Enfin, dernière conséquence, celle-là absolument logique et indiscutable si l'on se range au parti adopté par la jurisprudence, du reste admise

1. Les trois arrêts qui établissent ainsi cette nouvelle condition d'une rigueur toute particulière, furent rendus, il est bon de le remarquer, tous les trois par la Cour de Paris, et à peu près vers la même époque. Ils contenaient les derniers vestiges de son ancienne opinion, complètement opposée à la théorie du transport (V. *infra*, Paris, 30 juin, 1826 ; S. 27. 2. 100). Plus tard, Paris abandonna non seulement son opinion première, mais même cette dernière et spéciale exigence que nous venons de rapporter. Voici en effet comment son arrêt du 20 mai 1858 s'exprime : « En matière de saisie-arrêt, la saisine des deniers arrêtés s'opère en la personne du saisissant par l'effet du jugement même de validité, et à partir de la signification de ce jugement au tiers saisi ; *il en est ainsi même dans le cas où le tiers saisi n'a pas été présent au jugement de validité, et où il n'a pas été fait de déclaration affirmative* » (S. 59. 2. 310).

avec la même quasi-unanimité que les premiers principes dont elle découle, et qui contient en quelque sorte, mais en raisonnant par *a contrario*, une conclusion et comme un résumé de toute la construction juridique que nous venons de parcourir :

« Les oppositions formées AVANT que le jugement de validité ait produit *son effet translatif*, c'est-à-dire avant qu'il soit *signifié*, et soit *passé en force de chose jugée*, empêchent l'attribution d'un droit *exclusif* au profit du saisissant ; non que le jugement de validité ne renferme pas, même dans ce cas, un transport au profit du saisissant ; seulement ce transport n'est pas opposable aux créanciers opposants (Cass., 5 août 1856. S. 57. 1. 170. — Cass., 20 février 1865. S. 65. 1. 185 ; 25 juillet 1871. S. 71. 1. 100. — Rennes, 28 février 1879, S. 80. 2. 110). Par conséquent dans la contribution ouverte pour la distribution des sommes saisies-arrêtées, les opposants viendront, en ce cas, en concurrence avec le saisissant (1). »

1. Note sous Cass. (S. 90. 1. 433).

III

QUELS AUTEURS SONT PARTISANS DU SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE

Une grande partie de la doctrine, et tout particulièrement les auteurs qui ont eu dans leurs ouvrages l'occasion de s'occuper de notre question pendant la première moitié du XIX^e siècle, se sont, d'une façon générale, rangés à l'avis de la jurisprudence. Il est évident que sur le nombre des opinions émises, certaines divergences de détail se sont forcément manifestées ; néanmoins le courant d'ensemble s'est, jusque vers 1850, maintenu sensiblement le même.

Pigeau, en 1828, s'exprimait ainsi (1) :

« Si la saisie-arrêt porte sur des deniers, et que le jugement déclare les saisies valables, et ordonne que les saisissants seront payés jusqu'à concurrence, leur attribue-t-il la propriété des objets saisis ? En ce cas les oppositions par d'autres

1. Pigeau. *Commentaire sur le Code de procédure civile*, t. II, p. 171.

créanciers depuis ce jugement n'empêcheraient pas que les premiers ne fussent payés en entier avant les seconds. Il y a lieu à décider pour l'affirmative, parce que *la justice*, en ordonnant en faveur des premiers le paiement jusqu'à concurrence, *a fait ce que devait faire le débiteur*, elle a payé ses créanciers avec son avoir ; et comme le paiement défère au créancier la propriété de l'objet, il faut dire que les créanciers qui viennent après ce paiement n'ont aucun droit sur l'objet dont leur débiteur n'est plus propriétaire. »

L'auteur se livre alors, dans un langage peut-être un peu archaïque (1) à une étude plus approfondie : « A quel titre se demande-t-il, les créanciers deviennent-ils propriétaires de la somme saisie-arrêtée ? Sera-ce à titre de transport, à titre de délégation parfaite, ou à titre de délégation imparfaite ? Si le jugement est regardé comme un transport, le saisi sera considéré comme un cédant,

1. De même que nous avons insisté, peut-être un peu longuement, sur de très vieux arrêts, pour bien montrer l'origine et comme le berceau du système, de même nous nous attarderons à la lecture de ces très anciens auteurs, pour la même raison d'abord, pour d'autres ensuite un peu différentes : c'est qu'en effet la doctrine moderne a complètement abandonné la théorie jurisprudentielle du transport, et qu'il nous faut remonter plus d'un demi-siècle en arrière pour trouver des auteurs qui ne la critiquent pas. Et il nous sera d'autant plus nécessaire de les consulter que la jurisprudence a trop souvent, on l'a vu, négligé de développer les arguments sur lesquels elle entendait appuyer toute sa théorie, et que c'est précisément chez ces auteurs-là seuls qu'on aura chance de les rencontrer.

et le cédant ne répondant pas de la solvabilité du débiteur lorsqu'il ne s'y est pas engagé (Code civ., art. 1694), il s'ensuivra que si le tiers saisi devient insolvable, ce sera pour le compte des créanciers qui n'auront aucun recours contre leur débiteur. Si le jugement est considéré comme la délégation parfaite dont parle l'article 1276 du Code civil, cette délégation déchargeant le débiteur qui l'a faite, le créancier n'a point de recours contre lui pour insolvabilité survenue depuis, s'il n'y a réserve expresse, et il en résultera que si le tiers saisi, nouveau débiteur, devient insolvable, la perte sera pour les créanciers, sans recours contre le saisi, qui est libéré. Enfin, si ce jugement est regardé comme ne contenant qu'une délégation imparfaite, dont parle l'article 1275 du Code civil, qui ne décharge point lorsque le créancier ne l'a expressément déclaré, les créanciers non payés par le tiers saisi auront recours contre le saisi. »

Pigeau, on le voit, devine déjà les difficultés théoriques de toutes sortes auxquelles se heurtera le système, et que nous retrouverons. Et déjà aussi, il indique la solution qui sera la plus généralement adoptée : « On doit décider que le titre des créanciers est la *délégation imparfaite* ; parce que le créancier qui, n'étant pas payé en argent de son débiteur, a consenti à être payé autrement,

est présumé avoir voulu que ce qu'on lui donnât en place d'argent *approchât le plus possible de l'argent*, et comme, de toutes les valeurs qu'on lui donnerait, la délégation imparfaite serait préférable aux deux autres et approcherait plus par conséquent de l'argent que le transport et la délégation parfaite, on doit considérer lui et la justice représentant le saisi comme n'ayant demandé, et la justice comme n'ayant accordé qu'une délégation imparfaite. On peut, en faveur de cette opinion, tirer argument de l'article 133 du Code de procédure que l'avoué qui a obtenu la distraction des deniers dûs à son client, n'en conserve pas moins son action contre sa partie. »

Proud'hon, très incidemment, à propos d'une question de subrogation et de l'article 1166, fait une digression sur les effets du jugement de validité (1) : « A la vérité, quand il ne s'agit que d'une saisie-arrêt, faite entre les mains d'un tiers débiteur de deniers, si, sur la demande en validité de saisie, il est intervenu jugement qui ait ordonné au tiers saisi de vider ses mains dans celles du saisissant, ou en d'autres termes, de payer au saisissant ce qu'il doit au débiteur saisi, avec défense de payer à d'autres, tout est consommé, et le saisissant qui a obtenu cette adjudication se trouve

1. Proud'hon. *Traité des droits d'usufruit*, t. V, p. 90, n° 2270.

lui-même créancier du tiers, au lieu et place du débiteur saisi, puisque la créance de celui-ci lui a été adjugée en toute propriété, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû ; et dès lors nul autre ne peut plus être recevable à former opposition au paiement, pour venir en concurrence et par contribution avec lui. »

Et Proud'hon cite, en note, l'arrêt de cassation du 28 février 1822, le premier qui ait été rendu sur la matière, et que nous avons relaté plus haut.

Thomine (t. II, sous l'art. 575, p. 80, n° 633) admet également le principe de l'attribution. Mais il fait une distinction importante, que nous retrouverons plus loin, au sujet des créances à terme.

Il est à remarquer que, pour ces trois auteurs, le jugement de validité produit tout son effet attributif non pas, comme l'exige la jurisprudence, à partir seulement du jour où il est passé en force de chose jugée, mais bien dès le moment même qu'il a été rendu. Pour eux donc, c'est à partir du jour de la décision judiciaire que toutes les saisies-arrêts postérieures sur les mêmes deniers ne produisent aucun effet à l'égard du créancier qui a obtenu le jugement, et que le tiers saisi est constitué débiteur direct du saisissant (1).

1. Tessier. *Traité de la distribution par contribution*, t. I, p. 111.

Rauter est beaucoup moins affirmatif : les réserves, les atténuations apparaissent (1).

« Les effets définitifs de la saisie-arrêt dépendent du jugement de validité. Le jugement, qui déclare la saisie-arrêt valable, condamne s'il y a lieu le débiteur saisi à payer, et en tous cas ordonne que le tiers videra ses mains au profit du saisissant (jugement de main-vidange), à la charge toutefois des oppositions qui existeraient. Les effets du jugement, lorsque le tiers saisi est trouvé débiteur du saisi, sont : 1° de dessaisir le débiteur saisi, en sa qualité de créancier du tiers saisi ; 2° de rendre le saisissant et les autres opposants, chacun selon leurs droits, cessionnaire de l'objet saisi, mais *sans novation* (2), et seulement *in subsidium*.

Mais Patron (3) est bien plus catégorique : « En conséquence de ce système (celui de la jurisprudence, qu'il vient d'exposer) *que nous adoptons* (ainsi donc, aucune réserve), le tiers saisi est, à partir du jugement de validité, constitué débiteur

1. *Cours de procédure civile*, p. 325, n° 284.

2. On retrouve chez Rauter la même préoccupation que chez Pigeau de ménager au saisissant un recours contre le débiteur saisi en cas d'insolvabilité du tiers saisi, ce qui ne se pourrait pas si l'on admettait qu'une *novation* s'est produite. V. ci-dessus, les expressions pittoresques de Pigeau : « Ce qui approche le plus possible de l'argent » c'est-à-dire ce qui sera le plus avantageux pour le saisissant. On verra que les autres auteurs n'ont pas eu, à tort ou à raison, les mêmes hésitations.

3. *Code manuel de la distribution par contribution*, t. I, n° 733.

direct du saisissant ; les saisies-arêts qui surviendraient ensuite sur les mêmes sommes seraient nulles et de nul effet. »

Et Chauveau et Carré (1) embrassent, eux aussi, pleinement l'opinion de la jurisprudence : « Le jugement qui déclare une saisie valable, en ordonnant que le tiers saisi se dessaisira entre les mains du saisissant de ce qu'il déclarera devoir, et de même le jugement qui, dans le cas où le tiers saisi n'aurait pas été assigné en déclaration, ordonne le dessaisissement après jugement antérieur qui a prononcé la validité, opèrent également *le transport judiciaire de la créance que le débiteur eût pu faire volontairement*. C'est aussi ce qu'expriment les auteurs des *Annales du notariat*, tome IV, page 56, et Demiau-Crouzilhac, sur l'article 579. »

« Et nous étendons, ajoutent-ils, cette décision même au cas où des créanciers saisiraient après les jugements dont nous venons de parler. Cependant, comme cette opinion contrarie les idées reçues, particulièrement en Bretagne, où l'on admettait l'opposition que l'on appelait « entre la bourse et le denier », c'est-à-dire avant la distribution jusqu'à ce qu'elle ait été effectuée, nous croyons nécessaire d'entrer *dans tous les développements* qui peuvent concourir à justifier les propositions ci-dessus posées. »

1. *Lois de la procédure civile*, t. IV, p. 629, n° 1971 bis.

Suivent alors toute une série d'arguments très intéressants, et de réfutations et réponses aux objections, que nous retrouverons et apprécierons plus loin.

Bien plus, point particulier de la question sur lequel les auteurs ne s'étaient pas encore prononcés, Carré et Chauveau, poussant, avec la jurisprudence, l'assimilation du transport judiciaire au transport conventionnel, jusqu'à ses dernières limites, soumettent le jugement de validité entraînant cession et transport à la nécessité d'une signification 1690. Mais il est bon de noter qu'ils font, à ce sujet, de très nombreuses *concessions* : ils considèrent que toutes les formalités que l'article 1690 du Code civil exige pour que le débiteur, qui est ici le tiers saisi, ait connaissance du transport conventionnel et soit tenu d'acquitter la créance au cessionnaire, se trouvent *suppléées*, dans l'instance de saisie-arrêt, soit par *la dénonciation avec assignation au tiers saisi*, conformément à l'article 563, Code de procédure (1), soit, si cet acte n'a pas eu lieu, par la signification du jugement de validité, formalités qui remplacent la signification du transport exigée par le Code. D'un autre côté, le jugement qui a déclaré la sai-

1. Cette concession est extrêmement importante et remarquable, et nous aurons à y revenir longuement.

sie valable, et en même temps ordonné le dessaisissement, ou celui qui statue sur ce dernier point, dans le cas où la validité eût été déclarée antérieurement, *supplée*, d'autorité de justice, à l'acceptation qu'exige l'article 1690 (1). (V. de même, Bioche. *Dictionn.* V° Saisie-arrêt.)

Dans Dalloz (2), se retrouve naturellement l'exposé complet du système de la jurisprudence, que l'auteur déclare adopter pleinement, sans restriction ni réserve.

« Le jugement de validité, dit-il notamment, qui ordonne au tiers saisi de verser au saisissant les sommes dont il est reconnu ou jugé débiteur, équivaut au profit du saisissant à un *véritable transport judiciaire* des sommes saisies, lequel transport rend sans effet toutes les saisies-arêts qui surviendraient postérieurement sur les mêmes sommes, et constitue le tiers saisi *débiteur direct* du saisissant... L'effet de ce jugement est donc de

1. De même, Rousseau et Laisney (*Dictionnaire théorique et pratique de Proc. civ.* Saisie-arrêt, n° 610), qui cependant évitent de faire connaître leur opinion personnelle en ce qui concerne les effets du jugement de validité, et se bornent à relater les différentes théories, paraissent, sur ce point spécial, se départir de leur impartialité : « Pour que le jugement de validité, disent-ils, produise au profit du saisissant les effets d'un transport de la somme saisie-arrêtée, *il est nécessaire que ce jugement soit signifié au tiers saisi*. L'article 1690 en effet porte que... etc. » Donc, pour eux, les partisans de la théorie du transport doivent forcément, et logiquement, exiger la signification 1690.

2. Dalloz. *Jurisprudence générale*, V° Saisie-arrêt, p. 568. — V° aussi *Supplément*, *ibid.*

substituer, vis-à-vis du tiers saisi, un créancier à un autre, et d'opérer, à l'égard du saisissant, une sorte de transport au moyen de l'intervention de la justice, dont la volonté remplace celle du saisi dans le but d'acquitter la dette qu'il a contractée. Mais ce transport judiciaire a-t-il pour effet, *après la signification du jugement qui en est le titre*, d'opérer au profit du saisissant la *saisine* des sommes dues par le tiers saisi, et de lui en transmettre la propriété de telle sorte que si d'autres créanciers du saisi formaient ensuite des oppositions sur ces sommes, ils devraient être écartés ? La jurisprudence a donné cette étendue aux effets des jugements de validité, ET CETTE INTERPRÉTATION NOUS SEMBLE RATIONNELLE. Il est en effet difficile de soutenir qu'un jugement qui, après avoir reconnu la sincérité d'une créance, ordonne au tiers saisi, pour l'acquitter, de verser les sommes qu'il doit au saisi, *quoi faisant bien et valablement déchargé*, ne contienne pas *novation*... (Voici donc la novation, écartée par les auteurs précédents, et formellement reconnue ici).

« Ne contienne pas novation, lorsqu'il est constant qu'il rend le saisissant *créancier direct* du tiers saisi, contre lequel il peut agir par voie d'exécution. »

Et Dalloz cite, à l'appui, tous les auteurs dont nous venons de parler. Néanmoins lui aussi, de

même que Thomine, fera, en ce qui concerne les créances à terme, une distinction notable.

Dans son très remarquable ouvrage sur la distribution par contribution (1), qu'il n'eut malheureusement pas le temps d'achever, Tessier s'exprime à peu près de la même manière que Dalloz :

« Le jugement de validité, qui ordonne au tiers saisi de verser aux mains du saisissant les sommes dont il est reconnu ou jugé débiteur, équivaut, au profit du saisissant qui a le premier obtenu un jugement de validité à un véritable *transport judiciaire* des sommes saisies arrêtées jusqu'à concurrence des causes de la saisie. Ce transport rend sans effet toutes les saisies-arrêts qui surviendraient postérieurement sur les mêmes sommes, et constitue le tiers saisi *débiteur direct* du saisissant. Le premier saisissant ou les premiers saisissants qui ont fait rendre un jugement de validité ou de des-saisissement ont le droit d'écarter les créanciers saisissants postérieurs au jugement, qui prétendraient venir avec eux à une distribution. »

Tessier se sert, comme on voit, des propres termes et des expressions mêmes des nombreux arrêts que nous avons précédemment rapportés, et on peut dire que toute sa phrase en contient le résumé

1, Tessier, *op. cit.*, t. I, p. 109, n° 60.

et comme la synthèse. D'ailleurs, lui aussi n'hésite pas à voir dans ce transport une sorte de novation :

« Est-ce que la décision judiciaire qui valide une saisie, et ordonne que le tiers saisi versera au saisissant les sommes qui lui sont dues par le saisi, quoi faisant bien et valablement déchargé, est-ce que, dis-je, cette décision outre qu'elle reconnaît la sincérité de la créance, ne produit pas ainsi un dessaisissement et une *novation* ? (1). Le saisissant devient créancier direct du tiers saisi contre lequel il peut agir par voie d'exécution. »

Et plus loin il en arrive aux mêmes conclusions que la jurisprudence : « Le saisissant devient créancier direct du tiers saisi, contre lequel il peut agir par voie d'exécution. C'est par l'effet du jugement de validité que s'opère le dessaisissement et l'attribution des deniers. *Ce transport judiciaire produit les mêmes résultats que le transport conventionnel (art. 1690).* » C'est toujours l'assimilation complète.

Et encore : « La somme transportée devient insaisissable, dès que, sans fraude, la cession en a été signifiée au débiteur ou acceptée par lui. De même celui qui a obtenu le jugement de validité

1. « Ne forme-t-elle pas, ajoute-t-il, entre le débiteur et le saisissant, un bien de droit dont rien ne peut les dégager ? »

a un droit exclusif sur les deniers qui ont *cessé d'appartenir* au débiteur. Ainsi est l'étendue du jugement de validité, qui, ordonnant le dessaisissement, produit l'attribution des sommes dues au saisissant (1). »

1. Et là s'arrête la liste des auteurs favorables à la théorie du transport. De tous ceux que nous avons cités, Tessier est encore le plus relativement récent.

IV

CE QUE L'ON PEUT PENSER DE L'OPINION GÉNÉRALEMENT ADMISE (1)

Tel est ce système juridique, édifié de toutes pièces par la jurisprudence, soutenu par les anciens auteurs, et que l'on appelle système du « transport », de la « saisine », « privilège du premier saisissant ».

Il nous reste maintenant à entrer plus profondément dans l'étude de la question, à examiner les arguments apportés par les arrêts et les auteurs précités à l'appui de leur théorie, à en apprécier la force, à nous demander si les objections qu'on leur a opposées ne les réduisent pas à néant, en tous cas, quelle que soit la valeur juridique du système, à en rechercher l'utilité pratique, aspect particulier des choses que la jurisprudence, et cela avec grande raison, ne doit jamais perdre de vue.

1. Tout au moins par la jurisprudence.

§ 1. — Quant aux créances à terme

Nous avons déjà annoncé (ci-dessus, chap. II, § 4, en note) que la partie la plus discutée de la théorie du « transport » était celle qui avait trait aux créances à terme. C'est en effet sur ce point spécial qu'il se rencontre le plus de divergences, et que, dans la jurisprudence elle-même, les opinions sont le moins unanimes.

Certains auteurs, que nous avons cités comme fervents adeptes de la théorie du transport, l'abandonnent sur ce point spécial. Nous l'avons déjà, à l'occasion, énoncé sommairement.

C'est ainsi que d'après Thomine-Desmazures (1), le transport n'a lieu que pour les sommes *déjà dues* par le tiers saisi au moment où la décision est rendue, et non pour les deniers à devoir ; pour ceux-ci, de nouvelles saisies peuvent être pratiquées par d'autres créanciers postérieurement au jugement de validité, par ce que, suivant l'expression de Pothier, le transport ne saisit le cessionnaire que de la dette échue ; *il n'est pas possible, « per natura rerum », d'être saisi de ce qui n'existe pas encore* ; d'où il suit que le jugement de validité, bien qu'équivalent à un transport accepté, ne donnera aucune préférence sur les

1. *Op. cit.*, t. II, sous l'art. 575, n. 336.

salaires, traitements, loyers, termes à échoir, etc.

« Il est nécessaire, dit Dalloz (1), pour résoudre cette question, de rappeler quelques principes. D'abord, il est constant qu'un créancier ne peut, pour se payer, s'approprier les biens de son débiteur, mais qu'il peut seulement les faire vendre afin de se payer sur le prix. Y a-t-il exception à cette règle générale pour le cas de saisie d'une créance à terme (2), ou cette exception résulte-t-elle nécessairement de la nature de cette valeur ? Ni l'un ni l'autre. Une créance à terme n'est pas de l'argent (3); c'est un droit qui est susceptible d'être cédé (4), comme il arrive pour la saisie des rentes qui ne sont véritablement que des créances à terme. Et, ici, il faut bien remarquer la différence entre une opposition formée sur une créance échue et celle formée sur une qui ne l'est pas. Dans le premier cas, le juge qui ordonne le paiement *transmet des deniers* (5); ce ne sont point des valeurs incertaines, ce n'est point un droit sur une créance à échoir, c'est de l'argent mis sous la main

1. *Jur. gén.* v. Saisie-arrêt, p. 574.

2. Dalloz oublie que les adversaires du système du transport lui posent exactement la même question pour le cas d'une saisie-arrêt pratiquée sur des meubles et effets mobiliers, et pourraient même la lui poser pour le cas de saisie d'une créance échue.

3 et 5. Il y aurait beaucoup à dire sur toutes ces expressions : une créance échue n'est pas à proprement parler de l'argent comptant, il s'en faut quelquefois de beaucoup. C'est plutôt un droit immédiat à en avoir. Elle n'est de l'argent que le jour où elle est touchée : or, de ce jour là, elle n'existe plus.

4. Phrase qu'il est bon de retenir. On retrouvera du reste tous ces arguments plus loin, et dans un tout autre sens.

de la justice qui est appelée à en déterminer l'emploi et qui le fait. Dans le second cas au contraire le juge ne paierait pas en transmettant des deniers, mais en transmettant un droit à une créance future dont il doit se borner à ordonner la vente comme de tout autre effet mobilier. La conséquence de cette différence, pour la décision de la question qui nous occupe, est facile à saisir. Si le juge ne peut, pour opérer le paiement de l'obligation d'un créancier qui poursuit, lui transmettre la propriété des droits du débiteur, il est clair qu'il ne *peut y avoir de saisine* au profit de ce créancier, et que si, avant la vente des objets saisis ou avant la distribution du prix, d'autres créanciers se présentent, ils auront droit de venir par contribution. Cette décision, qui ne pourrait souffrir de difficultés si l'opposition frappait sur des objets mobiliers, tels que des bijoux, etc., dont le juge se bornerait à ordonner la vente ne nous semble pas devoir en faire davantage à l'égard d'une créance à terme ou de toute autre valeur mobilière, parce que tout ce qui n'est pas argent comptant (1), dans la fortune d'un débiteur, doit être vendu pour payer les créanciers, et non donné en paiement. La saisie-arrêt dans ce cas ne doit pas produire d'autres

1. V. notes 3 et 5 page précédente.

effets que la saisie-exécution. La seule différence est que celle-ci est formée entre les mains du débiteur et sur lui, tandis que l'autre est formée sur lui, mais entre les mains d'un tiers. »

Tessier (1), de même que Dalloz, n'admet pas la théorie du transport en ce qui concerne les créances à terme. Quand il s'agit de sommes échues, dit-il, le juge qui ordonne le paiement transporte, transmet les deniers qui sont actuellement la propriété du débiteur, et un transport se produit. Si la créance est à terme, à échoir, le juge ne transmet pas de deniers, mais un droit à une créance future, incertaine, dont il doit se borner à ordonner la vente. *Vous ne pouvez déléguer et transporter parfaitement que les créances nées et non à naître*, disait Pigeau. Tout ce qui n'est pas argent comptant dans la fortune du débiteur doit être vendu pour payer les créanciers, et non donné en paiement. La créance devant subir par la vente une transformation ne peut être transportée immédiatement : les effets de la saisie-arrêt sont identiques ici à ceux de la saisie-exécution.

Et encore : *On ne peut transporter ce qui n'existe pas encore*. Par exemple, une créance à terme est soumise à l'échéance. Les créanciers ne

1. *Op. cit.*, p. 120, n° 64.

peuvent pas plus s'en faire déclarer propriétaire qu'ils ne peuvent *de plano* se faire attribuer la propriété d'un objet mobilier. Ainsi le jugement de validité n'opère pas transport immédiat de la créance non échue, et cette créance demeure exposée aux saisies postérieures au jugement. »

Chauveau et Carré (1) s'expriment à peu près de même :

Un certain nombre d'arrêts se sont également, et d'une façon formelle, prononcés en faveur de cette opinion. Jugé, en ce sens : que le saisissant n'acquiert le droit d'être payé par préférence à tous les autres créanciers, que relativement aux sommes *lors exigibles*, ou qui le deviennent avant qu'il se présente d'autres créanciers. Angers, 3 avril 1830 (S. 30. 2. 147).

Que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt formée sur des loyers échus et à échoir n'opère saisine ou transport au profit du créancier saisissant que sur les *loyers échus* au jour du jugement, *et non sur les loyers à échoir* : ces derniers loyers restent le gage commun de tous les créanciers du saisi, en sorte que celui qui, depuis le jugement, forme une nouvelle saisie-arrêt, a droit à la répartition des loyers non encore échus, au prorata de sa créance, avec le premier saisissant. Paris, 19 décembre 1854 (S. 55. 2. 72) ;

1. *Op. cit.*, t. IV, question 1972.

Que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt formée sur des appointements échus et à échoir n'opère saisine ou transport au profit du créancier saisissant que sur les *appointements échus* au jour du jugement, *et non sur les appointements à échoir* ; ces derniers appointements restent le gage commun de tous les créanciers du saisi, en sorte que celui qui, depuis le jugement, forme une nouvelle saisie-arrêt, a droit à la répartition des appointements non encore échus, au prorata de sa créance, avec le premier saisissant. Alger, 23 novembre 1867 (S. 68. 2. 85) ;

Qu'une créance indéterminée, ou même éventuelle, dès lors qu'elle est acquise en principe, peut faire l'objet d'une saisie-arrêt à titre conservatoire, sauf au tribunal devant lequel est portée l'instance en validité à *surseoir jusqu'à l'événement de la condition* d'où dépend soit la fixation de son chiffre, soit son existence définitive ; ce principe est notamment applicable au recours ouvert contre ses cohéritiers à l'héritier qui a subi, pour une dette de la succession à la sûreté de laquelle était hypothéqué l'immeuble mis dans son lot, l'expropriation dudit immeuble. (Cass., 29 oct. 1890. D. 91. 1. 475.)

« Ainsi, est-il dit en note sous cet arrêt, tant que la créance demeurera incertaine, la saisie-arrêt n'opérera pas dessaisissement du débiteur ;

elle aura seulement pour effet d'immobiliser les sommes arrêtées entre les mains du tiers saisi (1).

(Voir encore, dans le même sens, Tunis, 25 janvier 1892. D. 95. 1. 279.)

Tous ces arrêts s'inspirent des mêmes considérations que les auteurs. Aux termes de l'article 2092, disent-ils, les biens d'un débiteur forment le gage commun de ses créanciers. Sans doute, le jugement qui valide une saisie arrêt sur une créance échue ordonne au tiers-saisi de se libérer directement entre les mains du saisissant; par conséquent, en l'absence d'autres saisies, il équivaut à un transfert ou à un paiement, et cet effet ne peut être détruit par des oppositions postérieures. Mais ce résultat ne saurait se produire lorsque la saisie-arrêt porte sur une créance non encore échue au jour du jugement. En effet, une semblable créance ne saurait être assimilée à des deniers se trouvant entre les mains du débiteur, et dont la propriété est transportée au saisissant, et il n'existe aucun motif pour ne pas la mettre sur le même rang que les autres objets mobiliers, dont le prix doit être distribué entre tous les créanciers (2).

1. Il est vrai que quelques années plus tard, la Cour de cassation rendait, sur ce point spécial de notre matière, son arrêt de principe (voir ci-dessus, et *infra*), diamétralement opposé.

2. Tribunal civil de Tunis, 25 janvier 1892 (précité)

Les fruits civils, disent-ils encore, ne deviennent meubles qu'à mesure qu'ils échoient : or, il ne peut y avoir tradition et possession d'une chose qui n'existe pas. On peut bien la saisir éventuellement, et par mesure conservatoire, afin d'empêcher le débiteur de s'en faire payer, mais on ne saurait la rendre l'objet d'un droit acquis, et d'un privilège à l'égard des tiers (1).

D'où la Cour de Paris (19 décembre 1854, précité) tire, à propos des loyers, cette conséquence : «... attendu que les loyers, qui sont réputés fruits civils et ne s'acquièrent que jour par jour, ne peuvent être valablement cédés par le propriétaire ni attribués judiciairement à un créancier opposant, que jusqu'au moment où il surviendra de nouvelles oppositions qui les rendront indisponibles... »

Ainsi donc, tant que la créance demeurera incertaine, le jugement de validité, pas plus que la saisie-arrêt, n'opérera dessaisissement du débiteur : il aura seulement pour effet d'immobiliser les sommes arrêtées entre les mains du tiers saisi, à mesure que les échéances arriveront, ou que les conditions se réaliseront, et tous les saisissants postérieurs pourront venir à contribution.

Il faut reconnaître que, pour quiconque admet

1. Angers, 3 avril 1830 (précité).

le système du transport préconisé par la jurisprudence, une telle conséquence est bien peu logique, et il est surprenant que les arrêts, si unanimes quand il s'agit d'admettre le transport pour les créances ordinaires, le soient si peu quand il s'agit d'appliquer la même théorie à des créances affectées d'un terme ou d'une condition.

C'est qu'en effet il est nécessaire de revenir encore sur les principes primitivement développés : les arrêts ont répété à l'envi, nous l'avons vu, que le transport judiciaire résultant du jugement de validité est identique au transport conventionnel, qu'il en a les mêmes caractères, la même nature (1), et est soumis aux mêmes conditions, tellement qu'ils exigent, pour l'un comme pour l'autre, la signification de l'article 1690 du Code civil. La seule différence qui existe entre eux est que le transport conventionnel est volontaire, au lieu que le transport judiciaire résultant du jugement de validité est forcé, c'est-à-dire que le cédant ne peut le refuser. Point n'est besoin de revenir sur cette théorie, qui a été longuement développée.

Or, le transport *conventionnel* ne peut-il pas avoir lieu pour toute espèce de créances, à terme ou sous condition, certaines ou incertaines, futu-

1. V. notamment Agen, 20 décembre 1853. S.54. 2. 249. — Cass., 15 avril 1856. S.56. 1. 817. — Cass., 9 juin 1869. S.69. 1. 455, etc. (ci-dessus, ch. II, § 1).

res, éventuelles, etc ? J'ai des intérêts dans une société, qui s'est lancée dans des spéculations considérables ; je suis créancier, en cas de réussite, d'un « tant pour cent » sur les bénéfices ; impossible d'imaginer une créance plus hasardeuse, et d'une réalisation plus incertaine. Et cependant quel texte de loi, quel principe juridique, si les statuts de ladite société m'y autorisent, m'empêchent de céder cette créance à un tiers, soit à titre de donation, soit à titre de vente, soit en paiement de ce que je lui dois ? Bien plus, la loi elle-même a prévu le cas : n'a-t-elle pas soumis les cessions de loyers de trois années et plus à la nécessité d'une transcription, estimant sans doute qu'une pareille cession, à la validité de laquelle elle n'avait rien à reprocher, équivalait cependant, au point de vue de l'importance, à une aliénation immobilière ? Du reste, est-ce bien la peine de s'attarder à vouloir prouver quelque chose d'aussi évident, et que tout le monde admet ? Est-ce que Dalloz (1) lui-même n'a pas reconnu, dans une phrase que nous avons fait remarquer en note (v. ci-dessus) *qu'une créance à terme est un droit susceptible d'être cédé* ?

Evidemment, ce qui est cédé et transmis ainsi,

1. *Loc. cit.*

ce ne sont pas des deniers (1), mais c'est un droit à en obtenir, une chance d'en avoir, si l'on préfère. Or cette chance, si faible qu'elle soit, a une valeur pécuniaire, tout comme le billet d'une loterie qui n'est pas encore tirée ; elle est, malgré son incertitude, et en elle-même, un élément d'actif. Or, cet élément d'actif, trouvé dans le patrimoine du débiteur, est, comme tout le reste de l'actif, soumis au droit de gage général de l'article 2092, ainsi que le reconnaissent du reste fort bien les adversaires du système eux-mêmes (2). Le créancier poursuivant, trouvant, lui, dans ce patrimoine de son débiteur, cet élément d'actif, le saisit par l'exploit de saisie-arrêt, et ce, avec d'autant plus de diligence et d'empressement, que c'est peut-être le seul élément qui reste, ou qui soit saisissable. Pourquoi donc n'aurait-il pas le droit de demander que cet élément d'actif, cette chance, cette créance, si vague qu'elle soit, lui soit attribuée, transportée, cédée judiciairement, alors que son débiteur aurait parfaitement le droit de la lui transporter et céder volontairement et conventionnellement, et alors que la jurisprudence admet que ce transport volontaire,

1. Nous avons déjà fait remarquer (et nous y reviendrons) qu'une créance *échue* ne peut pas être considérée non plus comme des deniers.

2. Il ne faut pas oublier que nous raisonnons actuellement comme si nous étions partisans du système du transport.

que le débiteur se refuse à faire, c'est la justice qui le fait à sa place, et en son nom, dans le jugement de validité, mais que ce transport judiciaire n'en est pas moins absolument identique au transport conventionnel, et en produit les mêmes efforts ?

« De cette identité entre le transport conventionnel et le transport judiciaire, dit une note du Sirey sous un arrêt de Cassation (S. 1842. 1. 122), il résulte que les effets qu'ils produisent doivent être les mêmes, et qu'ainsi, pour la validité de l'un comme de l'autre, il doit suffire que la créance soit née, et dès lors certaine à l'époque du transport, *bien qu'elle ne soit encore ni liquide, ni exigible, et même bien qu'elle soit éventuelle*. On ne saurait contester en effet qu'une créance non exigible et non liquide puisse devenir l'objet d'un transport. Si le chiffre reste inconnu, si l'époque d'exigibilité n'est point arrivée, la créance n'en est pas moins née, et certaine : elle fait partie des biens du créancier, elle constitue un droit en sa faveur, droit qu'il peut évidemment céder. Il en est de même de la créance soumise à une éventualité : elle peut s'évanouir après le transport ; elle n'en est pas moins, *conditione pendente*, en la possession du titulaire. La condition s'accomplissant, la créance, *par un effet rétroactif* au jour de l'enga-

gement, sera même censée n'avoir jamais été soumise à aucune éventualité. »

On dit encore : quand il s'agit de créances échues, le jugement qui prononce la validité de la saisie-arrêt *transmet des deniers*. Nous avons déjà fait remarquer que cette expression ne nous semble pas tout à fait exacte. Nous y reviendrons d'ailleurs quand il s'agira de discuter le système du transport en lui-même, car cette idée domine toute la théorie. Le jugement opère *un transport de créance*, et non de deniers, aussi bien pour les créances échues que pour celles *qui ne le sont pas*. Ce dont le jugement fait attribution et transport au saisissant, c'est de la *créance* saisie-arrêtée; cette créance, le saisissant pourra la toucher immédiatement si elle est échue, certaine, liquide ; il la touchera plus tard si elle est non échue, ou encore incertaine, ou non liquide. Mais ce n'est là qu'une question de temps, de date, qui ne doit influencer en rien sur la nature juridique de l'opération qui s'est produite. Du moment qu'on admet qu'il y a transport de créance, peu doit importer la nature de ladite créance.

On dit aussi : *Il ne peut y avoir ni tradition ni transport d'une chose qui n'existe pas*. Mais on ne peut pas dire qu'une créance non échue, ou conditionnelle, ou même éventuelle, *n'existe pas*. Certes, la condition, ou le terme, enfin la modalité

dont cette créance est affectée, n'existe en effet pas encore, ou plutôt n'est pas encore arrivée ou réalisée. Mais la créance en elle-même, c'est-à-dire le droit à obtenir, plus tard, ou sous certaines conditions, l'objet promis, existe, lui, et c'est lui qui peut être transmis, cédé, transporté.

Au reste, la Cour de cassation, qui, dans son arrêt du 20 octobre 1890, avait paru incliner dans une autre direction, ne tardait pas quelques années plus tard, le 27 novembre 1894 (D. 95. 1. 279) (1), à se conformer aux principes si souvent affirmés et consacrés par elle-même.

« Attendu, dit-elle, que les créances non encore échues, celles subordonnées à une condition, ou même purement éventuelles, peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt, aussi bien que d'une cession (2), et que le transport qui en résulte au profit du saisissant produit, sous les modalités dont elles sont affectées, tous ses effets à l'égard des tiers, dans le premier cas à dater de la notification au tiers saisi

1. V. *supra*, ch. II, § 4.

2. Il aurait été intéressant de voir comment cette théorie eût été appliquée dans le cas de saisie-arrêt sur des salaires ou petits traitements soumis à la procédure spéciale de la loi du 12 janvier 1895. Il n'y a malheureusement pas d'arrêts sur la question : d'abord parce que les jugements de paix en dernier ressort (et c'est bien souvent le cas dans notre matière) ne sont pas susceptibles de cassation ; ensuite parce que l'application journalière de cette loi a fait naître de telles difficultés pratiques, donné lieu à tant de frais, occasionné tant d'abus, que les discussions de pure théorie (comme l'est en grande partie la nôtre), n'ont probablement pas encore pu se faire jour, ou se sont noyées au milieu des autres.

du jugement de validité, comme il les produirait dans le second à dater de la signification du contrat de cession. »

Et telle est, en effet, la conséquence logique et inéluctable qui s'impose aux partisans de la théorie du transport. Il est vrai que nombre d'adversaires de l'application du transport aux créances à terme ou sous condition, le sont également de la théorie du transport elle-même, dans l'appréciation de laquelle nous allons avoir incessamment à entrer.

§ 2. — Sur la nécessité que le jugement de validité soit, pour produire transport passé en force de chose jugée.

Nous avons essayé de montrer, dans une analyse minutieuse d'arrêts et d'auteurs, combien le système du transport était complexe, et soumis par ses partisans eux-mêmes à toutes sortes de restrictions et de conditions rigoureuses. Il semble que ce n'est qu'à regret qu'on laisse ainsi produire au jugement de validité les effets qu'on soutient devoir lui être attribués. C'est ainsi, nous venons de le constater, qu'on hésite à les lui reconnaître quand il s'agit de créances à termes ; ce doit être dans le même ordre d'idées qu'on paraît chercher à reculer au plus tard possible le moment où il les produira.

On se rappelle, en effet, que tous les arrêts ci-dessus rapportés (V. plus haut, chap. II, § 1 et 3) exigent pour que le jugement de validité d'une saisie arrêt entraîne au profit du saisissant, attribution exclusive et transport de la créance saisie-arrêtée, QU'IL SOIT PASSÉ EN FORCE DE CHOSE JUGÉE, ce qui signifie, et plusieurs d'entre eux prennent bien soin de le spécifier, que ledit jugement devra être rendu contradictoirement et en dernier ressort, sinon que les DÉLAIS impartis pour former opposition ou interjeter appel devront être COMPLÈTEMENT EXPIRÉS. Par conséquent, pendant tout l'espace de temps qui s'écoule entre le moment où le jugement a été rendu, et celui, peut-être très éloigné, où, soit par une confirmation, soit par l'expiration des délais d'opposition ou d'appel, il est enfin passé en force de chose jugée, la créance saisie-arrêtée ne sera pas transportée, demeurera dans le patrimoine du débiteur saisi, et naturellement pourra être l'objet de nouvelles saisies-arêts de la part de créanciers postérieurs, qui auront ainsi le droit d'en demander la distribution avec le premier saisissant.

Or, on ne peut pas imaginer une conséquence plus illogique d'abord, plus injuste ensuite, quel que soit le parti qu'on prenne en ce qui concerne le fonds de la théorie elle-même.

Et cependant la plupart des auteurs que nous avons cités se rangent, plus ou moins il est vrai,

à cette opinion (1). Et Rousseau et Laisney (2) déclarent : « Il doit évidemment en être ainsi ; car tant qu'un jugement peut être attaqué par la voie de l'opposition ou de l'appel, ses effets ne sauraient être définitifs. » Et l'arrêt de la Cour de Lyon (30 nov. 1866. S. 67-2-262) précédemment relaté (3), base sa décision à ce sujet sur ce que : 1° le patrimoine d'un débiteur forme le gage commun de ses créanciers, tant qu'une aliénation *définitive* n'en a pas été opérée ; 2° les privilèges étant de droit étroit, un créancier saisissant ne saurait prétendre à une attribution privilégiée par le seul effet d'un jugement qui peut être rétracté ou réformé, et qui dès lors ne confère aucun droit sur les sommes saisies-arrêtées.

On est ici en présence, dit-on encore, d'un jugement qui prononce un paiement à faire *par un tiers*. Aux termes de l'article 548 du Code de procédure, ce jugement n'a de force à l'égard du tiers s'il n'est pas contradictoire et en dernier ressort, qu'après qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée vis-à-vis de ce tiers. On ne saurait donc exécuter contre le tiers saisi qu'après l'expiration des délais d'appel et d'opposition. S'il est vrai que la possi-

1. V. notamment Chauveau et Carré, Dutruc, Tessier, Dalloz, *op. et loc. cit.*

2. *Op. cit.*, n° 611.

3. *Suprà*, ch. II, § III.

bilité d'une opposition ou d'un appel n'empêche pas l'exécution du jugement contre la partie condamnée, il n'en est pas ainsi vis-à-vis du tiers saisi. L'exécution poursuivie pendant les délais d'appel, à la charge des tiers, diffère de l'exécution faite contre la partie elle-même : en effet la partie condamnée peut, par la seule déclaration qu'elle porte appel ou forme opposition, paralyser l'exécution; au contraire le tiers, quand l'exécution est dirigée contre lui, n'a pas le droit d'arrêter l'exécution ; il ne peut pas lui, étant tiers, interjeter opposition ou former appel contre un jugement où il n'a pas été partie. En outre, il ignore si, le matin même du jour où on le somme d'exécuter, la partie condamnée n'a pas fait opposition ou appel, ce qui viendrait démentir le certificat négatif délivré auparavant par le greffier. Pour quel motif l'article 548, outre la date du jugement et le certificat du greffier, exigés par les articles 163 et 164, ordonne-t-il à l'avoué poursuivant de donner la date de la signification du jugement à personne ou domicile réel ? Parce qu'on a voulu permettre au tiers de vérifier si la décision est, ou n'est pas passée à l'état de chose jugée (1). L'article 2157 ne permet la radiation hypothécaire que lorsque le

1. Nous verrons que tout ce long raisonnement est absolument en dehors de la question.

jugement est rendu en dernier ressort, ou passé en force de chose jugée. Non seulement pour ce qui concerne la radiation de l'inscription hypothécaire, il y a harmonie complète entre ces deux articles, mais ce que l'article 548 dit d'accord avec l'article 2157 de la radiation de l'inscription, il le dit aussi des mainlevées, des *paiements* ou autres choses à faire par les tiers. S'il faut un jugement en dernier ressort, *ou passé en force de chose jugée* pour faire radier une inscription hypothécaire, il faudra un semblable jugement pour que le *tiers* accepte la mainlevée, *fasse le paiement*.

A ces arguments, la jurisprudence est venue en apporter un autre qui lui est propre, et qui découle des effets très particuliers qu'elle attribue à l'opposition.

En effet, d'après une jurisprudence à peu près constante, l'opposition ne se borne pas, comme l'appel, à suspendre seulement l'exécution du jugement : *elle anéantit de plein droit le jugement par défaut*. Son effet principal est de faire revenir l'affaire devant le tribunal qui en a déjà connu ; c'est une voie de rétractation ; par conséquent, chacune des parties reprend au procès le rôle qui lui appartenait primitivement, toutes choses étant remises en état ; par conséquent, aussi, l'opposition anéantit le jugement (1).

1. Dans le même sens, Bioche, *Dict. de procéd.* : « jugement par défaut », n^o 310 et suiv.

Et il a été jugé en ce sens :

Que, l'opposition faisant tomber de plein droit le jugement ou l'arrêt rendu par défaut, et remplaçant les parties dans le même état qu'elles se trouvaient auparavant ; — il est dès lors superflu de statuer sur les irrégularités et moyens de nullité dont cette décision peut être entachée ; (Nancy, 16 avril 1877 D. 79. 2. 205. — De même, Poitiers, 16 novembre 1880. D. 82. 2. 6.)

Que, par suite, lorsqu'un jugement par défaut a statué sur une demande principale et réservé des conclusions subsidiaires en dommages-intérêts, le demandeur, sur l'opposition du défendeur à ce jugement, est recevable à renouveler sa demande en dommages-intérêts dans des conclusions reconventionnelles, et n'est pas tenu d'agir par voie principale. (Paris, 19 décembre 1878 D. 80. 2. 62.) (1).

Que l'opposition à un jugement par défaut a pour effet de remettre les parties au même état où elles se trouvaient avant le jugement, et qu'on ne saurait à cet égard faire aucune distinction entre le demandeur et le défendeur, de sorte que le

1. V. encore, dans le même sens : Amiens, 20 nov. 1884. D. 86. 2. 63. — Orléans, 7 nov. 1884 et 14 fév. 1885. D. 86. 2. 70.

En sens contraire : Rouen, 9 janvier 1826, 27 mai 1834. (Dalloz, *Jurispr. gén.*, « jugement par défaut », n° 351). — Dijon, 26 janv. 1866. D. 66. 2. 71.

demandeur a le droit de modifier ses premières conclusions, soit pour augmenter, soit pour restreindre sa prétention (Civ. Cass., 6 mars 1889, cassant un arrêt de Toulouse du 16 mars 1887) tout spécialement sur notre question, *que doit être annulée la saisie-arrêt formée en vertu d'un jugement par défaut frappé d'une opposition régulière.* (Civ. req., 3 février 1892. D. 92.1.115.)

Et encore : Paris, 9 août 1893 (D. 94.2.301). Et même tout récemment : Nancy, 23 novembre 1901 (D. 1902.2.172).

Ce serait là un effet spécial de l'opposition, qui établirait ainsi une différence essentielle avec l'appel. Celui qui interjette appel soutient que le Tribunal du premier degré a mal jugé, s'est trompé, et il demande à une juridiction différente, du second degré, de réformer la décision prise par lui. C'est ainsi que l'appelant devient un demandeur, quelque rôle qu'il ait joué en première instance, et qu'il doit prouver le mal jugé. L'opposant au contraire n'invoque pas le mal jugé ; il se plaint plutôt de n'avoir pu se défendre, et d'avoir été jugé sans avoir été entendu. Il demande donc à faire connaître ses prétentions, et à les prouver, mais il conserve son rôle primitif, il reste défendeur, et pour que les choses puissent se passer ainsi, il faut bien que le premier jugement, celui rendu par défaut, ait été anéanti.

Or, dans la question spéciale qui nous occupe ici, il est évident qu'il résulte d'une pareille manière de voir que, le jugement par défaut qui prononce la validité d'une saisie-arrêt étant *anéanti* de plein droit par l'opposition, aucun de ses effets ne se produit naturellement plus, la créance saisie reste dans le patrimoine du saisi, le transport n'a plus lieu en faveur du saisissant, et de nouvelles saisies-arreêts pourront être pratiquées qui lui seront opposables.

Que répondre à tous ces arguments ?

Tout d'abord la solution de la jurisprudence, en ce qui concerne les effets de l'opposition sur le jugement par défaut, est tout à fait inexacte. Elle est contraire au texte même du Code, contraire aussi à son esprit. Jamais la loi n'a déclaré que le jugement par défaut serait anéanti : au contraire, et à mainte reprise, elle répète que l'opposition, tout comme l'appel, du reste, *suspend seulement l'exécution de la décision* : or, anéantir une décision, ou bien en suspendre seulement l'exécution, sont deux choses tout à fait distinctes ; la seule lecture des articles 155, 159, 161, 162, suffit pour s'en rendre compte. Evidemment, chacune des parties reprend, quant au fond même de l'affaire, son rôle originaire, mais cela n'empêche pas que si celui qui a obtenu le jugement par défaut soutient que l'opposition du défaillant est nulle en la

forme, ce dernier se verra bien obligé d'en établir la régularité, et deviendra, sous ce rapport, demandeur à son tour : les rôles primitifs se trouveront donc intervertis, il y aura quelque chose de changé de nouvelles prétentions auront surgi, et l'on ne pourra plus dire que c'est absolument la même instance, qui se déroule.

Bien plus, et là est l'objection la plus forte, le Code, dans l'article 155, autorise formellement l'exécution provisoire d'un jugement rendu par défaut : « Pourront aussi les juges, dit-il, dans le cas seulement où il y aurait péril en la demeure, ordonner l'exécution nonobstant l'opposition... » Or, comment une exécution provisoire quelconque pourra-t-elle être ordonnée et commencée, et surtout continuée en vertu d'un jugement susceptible à tout moment d'être anéanti ? Un commandement, une saisie exécution, une signification de vente auront donc été faits, et une opposition surviendra qui réduira à néant le titre en vertu duquel toute cette procédure aura été engagée, et cependant l'exécution provisoire se continuera, et la vente des meubles aura lieu, ordonnée par une décision qui n'existe plus. La jurisprudence a bien été obligée d'admettre que dans ces cas-là, l'opposition n'anéantit pas le jugement. Mais alors pourquoi l'anéantit-elle dans les autres ? N'en résulte-t-il pas, au contraire que, dans tous les

autres cas aussi, et dans l'intention du législateur, l'opposition a effet seulement sur l'exécution ? Si le Code de procédure avait voulu admettre la solution préconisée par la jurisprudence, il ne se serait pas borné à dire que dans certains cas, l'exécution peut être poursuivie nonobstant opposition ; il aurait au contraire bien pris soin de déclarer avant tout que, dans ces mêmes cas, l'opposition n'anéantit pas le jugement, afin de ne pas se trouver en contradiction avec lui-même, et de ne pas tomber dans l'incohérence (1).

La vérité est donc que sous ce rapport, le législateur a entendu *assimiler l'opposition et l'appel*. C'est qu'en effet le système que nous venons de soutenir pour l'opposition est le même que celui qui a été reconnu et consacré pour l'appel : la

1. On pourrait dire aussi que les conséquences auxquelles on est conduit avec un tel système sont tellement injustes que la jurisprudence elle-même ne saurait les admettre. Il faudrait en effet décider que l'inscription hypothécaire prise en vertu de ce jugement tombe de plein droit, par le seul fait de l'opposition, et lors même que plus tard l'opposition serait écartée comme dilatoire, sauf au gagnant à en prendre une nouvelle, mais qui pourra occuper un rang bien inférieur. Il faudrait dire aussi que tous les actes d'exécution faits en vertu du premier jugement tombent nécessairement, et devront être recommencés en vertu du jugement de débouté.

Malheureusement il est une autre conséquence analogue *que la jurisprudence admet pleinement*, et qui est tout aussi préjudiciable : « l'opposition faite à un jugement par défaut de validité de saisie-arrêt empêche ce jugement de produire transport, et permet à d'autres créanciers de pratiquer de nouvelles saisies-arrests aux dépens du saisissant, alors même que le jugement serait confirmé », de sorte qu'on ne peut plus, puisque c'est précisément de ce dernier cas qu'il s'agit ici, lui opposer comme argument toutes ces conséquences désastreuses.

discussion qui s'est élevée sur le point de savoir si l'opposition anéantit le jugement par défaut ou en suspend seulement l'exécution ne s'est pas présentée pour l'appel. On est d'accord, en doctrine et en jurisprudence, pour reconnaître que l'appel est, en principe, seulement suspensif de l'exécution, que le jugement attaqué reste debout, et continue à avoir autorité de chose jugée sous la condition d'ailleurs d'être confirmé par les juges du second degré. Si cette condition se réalise, c'est donc bien le jugement de première instance qui subsiste, et l'arrêt d'appel ne lui est pas substitué. L'article 472 du Code de procédure, en effet, ne dit-il pas qu'au cas de confirmation, c'est devant le tribunal qui a rendu le jugement confirmé que seront portées les difficultés d'exécution. C'est donc que le jugement de première instance produit effet comme s'il n'y avait pas eu appel, et du jour même où il a été rendu. D'où il suit que l'opposition devant lui être assimilée, il y a lieu de les considérer, aussi bien l'un que l'autre, comme des voies de recours ordinaires, qui, sans faire tomber le jugement, en suspendent seulement l'exécution, et dès lors la question de savoir *à partir de quel moment* le jugement de validité de la saisie-arrêt produit son effet de transporter au saisissant la créance du saisi doit être résolu

de la même manière *en cas d'opposition qu'en cas d'appel*

Mais alors va surgir une controverse nouvelle. Ces principes, en effet que nous venons de développer en ce qui concerne les effets de l'appel, et que nous avons montrés comme étant communément admis (au rebours de ceux de l'opposition), on se refuse à les appliquer lorsqu'il s'agit d'un jugement de validité de saisie-arrêt, puisqu'on exige que le jugement de validité, pour produire tous ses effets, et notamment attribution et transport, soit passé en force de chose jugée ; l'appel, dans ce cas spécial, ne se bornerait pas seulement à suspendre l'exécution du jugement ; il l'empêcherait de produire toute espèce d'effets. Ceux-ci ne naîtront qu'avec l'arrêt confirmatif, sans que cet arrêt produise effet rétroactif.

C'est en vain que l'on a fait observer aux partisans de cette théorie qu'une pareille solution est extrêmement fâcheuse, et peut causer au saisissant le plus grave et le plus injuste préjudice (1). Voilà en effet un créancier qui fait valider sa saisie-arrêt ; le débiteur saisi interjette appel, et sur l'appel, le premier jugement est confirmé. C'est donc à tort que cet appel avait été interjeté : il y a

1. Ce sont cependant là des raisons d'ordre pratique, qui devraient frapper la jurisprudence. Le plus curieux, c'est qu'elle se servira de ces mêmes raisons pour justifier sa théorie du transport.

gros à parier que le débiteur, bien que sûr de perdre son procès, voulait gagner du temps et faire traîner les choses. Cependant la créance saisie n'a pas été transportée au saisissant, et elle ne le sera qu'au jour de l'arrêt, et pendant tout le temps écoulé entre les deux décisions d'autres saisies-arêts ont pu survenir, qui enlèveront au premier saisissant le bénéfice du transport, alors peut-être qu'elles sont pratiquées par des amis ou compères du saisi, et que l'arrêt, en confirmant, prouve qu'on avait eu tort d'interjeter appel. On a répondu, il est vrai, qu'il restait au premier saisissant le droit de prouver la fraude ; mais on sait combien cette preuve est difficile à apporter, la plupart du temps même impossible.

On leur a alors demandé et c'est dans l'impossibilité de faire une réponse directe à cette question que git tout le vice de cette partie du système, pourquoi l'appel ne produit pas ici les effets qu'on est généralement d'accord pour lui reconnaître, et comment il se fait qu'il acquiert, quand il frappe un jugement de validité de saisie-arêt, une vertu aussi particulière.

Une autre raison, qu'ils donnent aussi parfois, pourrait à la rigueur être considérée comme une réponse indirecte : « Tant que la décision n'a pas été confirmée en appel, le tiers saisi ne peut être contraint à s'exécuter, à payer entre les mains

du saisissant ; et tant que l'exécution ne peut avoir lieu contre lui, le tiers saisi n'est pas *lié* envers le saisissant, et reste débiteur du saisi » (1) et l'on complique cela de l'article 548 et d'une question d'exécution contre les tiers que nous retrouverons tout à l'heure. Mais alors, ce n'est pas seulement l'appel interjeté, ou l'opposition formée, qui empêche le jugement de produire ses effets : ce sont les *délais* eux-mêmes, et abstraction faite de savoir s'il y a eu opposition formée ou appel interjeté, puisque l'on admet généralement que l'exécution contre les tiers ne peut avoir lieu, et que ceux-ci du reste auraient le droit de ne s'y point soumettre, tant que le jugement n'est pas absolument définitif. Ce qui revient à dire que le transport n'aura jamais lieu, quoi qu'il arrive, qu'à l'expiration des délais d'opposition ou d'appel, puisque ce n'est qu'à partir de ce dernier moment que le tiers saisi peut être obligé de payer le saisissant aux termes de l'article 548. Et c'est bien à cette conclusion qu'en arrive la jurisprudence, ainsi que nous l'avons vu. Que devient alors le privilège du premier saisissant, à quoi bon l'admettre, et de quoi sert-il ?

Que d'embarras et de confusion ! Pourquoi chercher des exceptions auxquelles la loi n'a ja-

1. V. ci-dessus Cass., 20 nov. 1860.

mais pensé ? Pourquoi ne pas admettre tout simplement que le transport judiciaire a lieu au profit du saisissant par l'effet seul du jugement, pourvu que le saisissant remplisse les formalités de signification et autres prescrites par la loi ; peu importe que le jugement soit contradictoire ou par défaut, peu importe qu'il soit en dernier ressort ou susceptible d'appel. Si le jugement est susceptible d'opposition ou appel, le transport se fait sous condition : la condition est que la décision des premiers juges sera suivie d'un débouté d'opposition ou d'une confirmation sur l'appel. Personne ne contestera qu'une cession volontaire de créance puisse être faite sous condition. Pourquoi la cession judiciaire résultant du jugement de validité ne pourrait-elle pas être affectée de la même modalité ? On est bien obligé de reconnaître que le transport judiciaire, résultant d'un jugement en dernier ressort ou confirmé en appel, est lui-même subordonné à la condition que cette décision ne sera pas annulée ou cassée, à la suite d'une requête civile, ou d'un pourvoi en Cassation. Seulement, comme les voies de recours extraordinaires ne sont pas suspensives de l'exécution, il ne peut être question que d'une condition résolutoire produisant des effets particuliers. Le jugement est-il susceptible d'opposition ou d'appel, la condition devient suspensive, mais elle n'empêche pas le

transport d'avoir lieu, et les effets de cette condition suspensive ne peuvent soulever aucune difficulté vis-à-vis du tiers saisi, puisque celui-ci ne peut pas être tenu de payer tant que la condition n'est pas accomplie, tant qu'il n'y a pas eu un jugement déboutant de l'opposition en supposant l'affaire par défaut et en dernier ressort, tant qu'il n'y a pas eu un arrêt confirmatif, en supposant l'affaire susceptible d'appel. Jamais on n'a songé à prétendre que le tiers saisi, qui est un tiers, puisse consentir à s'exécuter avant que le jugement ne soit devenu définitif. Là n'est pas du tout la question, et c'est mal à propos faire intervenir l'article 548. Ce que nous pensons, c'est que le jugement de validité devrait produire les effets attributifs et translatifs qu'on lui attribue dès le jour où il a été rendu, en cas de confirmation comme en cas de non-opposition ni appel. Or, cela se passe absolument en dehors du tiers saisi, lui est complètement indifférent, et ne peut lui causer aucun préjudice : peu lui importe de payer à l'un plutôt qu'à l'autre, pourvu que lui ne soit contraint de s'exécuter que lorsque tout sera définitif.

C'est à tort aussi que l'on invoque l'article 2157 du Code civil, qui n'est que la reproduction de l'article 5, titre XXVII, de l'ordonnance de 1667. Cet article a entendu que les jugements seraient passés en force de chose jugée pour être exécutés, et non que ces jugements auraient irrévocable-

ment acquis cette autorité, à l'effet de ne plus pouvoir être attaqués par aucune voie. Sous l'ordonnance de 1667, les délais d'opposition étaient de trente ans : à l'époque du Code civil, il n'y avait pas encore un délai déterminé pour les jugements par défaut. L'article 2157 n'a donc pu exiger que la radiation opérée par jugement ne pourrait se faire qu'à l'expiration de tels délais :

« On ne doit pas, dit Pothier, sous prétexte d'un appel possible, laisser un jugement sans exécution : il a l'autorité de la chose jugée, tant qu'il n'y a pas appel. »

§ 3. — Sur la nécessité d'une signification 1690

Du reste, là ne se bornent pas les exigences de la jurisprudence (1). Il ne faut pas seulement que le jugement de validité, pour produire les effets d'un transport, soit passé en force de chose jugée, il faut aussi, on s'en souvient, qu'il soit signifié au tiers saisi, étant donné, dit-on, qu'il s'agit d'un transport judiciaire ne différant du transport conventionnel qu'en ce qu'il est forcé, et devant être par suite soumis aux mêmes conditions, et notam-

1. Et d'un certain nombre d'auteurs. Dutruc. *Supplément aux lois de la procédure de Carré et Chauveau*, t. III, saisie-arrêt, n° 462. — Tessier, *op. et loc. cit.* — Rousseau et Laisney. *Dictionnaire théorique et pratique de procédure civile, saisie-arrêt*, n° 610.

ment à celles spécifiées par l'article 1690 du Code civil. Ce ne sont donc que les saisies-arrêts faites *après* cette signification qui doivent demeurer sans effet, comme celles qui seraient faites à la charge du cédant après la signification de la cession : c'est là une des conséquences forcées de l'assimilation des deux espèces de transport.

Dès lors, il va nous être nécessaire de nous rappeler sommairement les diverses particularités de la signification exigée dans le transport conventionnel par l'article 1690 du Code civil, et de nous demander quel est, dans ce cas, son but et son utilité. On sera plus à même ensuite de voir si, appliquée au transport judiciaire, cette signification répond aux mêmes nécessités.

Aux termes de l'article 1690 du Code civil, « le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur ». « Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique ». Ainsi donc, tant que l'une ou l'autre de ces formalités ne sera pas remplie, la cession sera bien parfaite entre les parties (art. 1138 et 1583) en vertu de leur seul consentement (1), mais vis-à-vis des tiers, elle sera censée ne pas exister encore.

1. Et non pas par la remise du titre, comme le dit l'article 1689, ce

Le but de ces formalités est de donner à la cession une certaine publicité : les tiers en effet ont grand intérêt à être au courant de ce qui s'est passé : celui qui veut acheter une créance doit pouvoir connaître avec certitude si celui qui va la lui vendre en est bien réellement propriétaire, ou ne l'a pas déjà cédée antérieurement ; bien plus, celui qui veut traiter avec une personne, ou entretenir avec elle des rapports d'affaires quelconques, doit pouvoir être en état d'apprécier sa solvabilité ; or la fortune mobilière a pris depuis quelques années des proportions considérables, énormes : de même qu'il a fallu instituer autrefois le système des inscriptions et de la transcription relativement aux immeubles qui étaient alors les biens les plus appréciables, de même maintenant un système équivalent est-il nécessaire relativement aux créances, qui constituent à l'heure actuelle la plus grande partie de la richesse.

C'est l'article 1690 qui est chargé de répondre à ce besoin : les tiers sont réputés ignorer la cession tant qu'elle n'a pas été rendue publique par la signification du transport, ou par l'acceptation authentique du cédé : elle leur devient opposable à dater de l'accomplissement de l'une ou l'autre de ces formalités.

qui ferait du transport un contrat réel : la remise du titre ne sera qu'une conséquence, ou plutôt elle constituera l'exécution du contrat préalablement formé.

Reste à savoir comment la loi a pu considérer la signification du transport au cédé, ou son acceptation authentique comme donnant de la publicité à la cession. L'une ou l'autre de ces formalités accomplies, on voit bien que le cédé est nécessairement informé de la cession ; mais il n'est pas le seul tiers intéressé à en connaître l'existence, et l'on se demande comment les autres peuvent être aussi réputés ne pas l'ignorer. La loi suppose qu'il iront se renseigner près du cédé. En effet, comment faire autrement, et quel autre moyen imaginer ? Un système de publicité est relativement facile à organiser pour les immeubles, qui ont une assiette fixe : il suffit d'installer dans le lieu où ils se trouvent des registres par noms d'immeubles, comme en Allemagne, ou par noms de propriétaires, comme en France, qui vous renseigneront sur les aliénations, hypothèques, etc. Mais pour les meubles, qui se déplacent sans cesse, et surtout pour les créances, choses immatérielles, qu'il est impossible de situer en aucun endroit, la difficulté devient considérable : on ne peut vraiment pas exiger que le transport soit notifié à tous ceux qui ont ou pourront avoir dans l'avenir un intérêt quelconque à le connaître. Une seule personne se trouvait là qui, elle, tenue de ne payer qu'à bon escient, n'avait aucun intérêt à tromper les tiers, en avait au contraire à leur dire la vérité :

cette personne, c'était le débiteur lui-même, le cédé ; du reste forcément connu de tous ceux qui connaissent la créance, en tous cas, toujours facile à découvrir. On s'est dit : le cédé devra être informé officiellement ; les autres intéressés se renseigneront près de lui.

« M. Planiol dit spirituellement à ce sujet : « Voilà le débiteur transformé en agence de renseignements à l'usage du public. » On a ajouté que c'était là un mode de publicité très imparfait. C'est cependant jusqu'à présent le seul qui ait été découvert, et il date du Code, et même d'avant, à une époque où l'on en avait beaucoup moins besoin que maintenant. Du reste, les services qu'il rend, tout défectueux qu'il est, n'en sont pas moins très réels : l'habitude est entrée dans la pratique. Presque toujours, l'huissier chargé du transport délivre l'acte lui-même ; il interpelle le débiteur, il lui demande « s'il n'a pas reçu antérieurement d'autres significations de transport, cession, délégations, nantissements, saisies-arrêts ou actes analogues quelconques, et s'il n'en a accepté aucun, pouvant détruire ou paralyser en tout ou en partie les effets du transport présentement signifié », et il mentionne sa réponse.

Il peut être utile de faire remarquer ici que la jurisprudence se montre très indulgente en ce qui concerne cette signification 1690 destinée à

rendre parfaite à l'égard des tiers une cession de créance conventionnelle. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'en cas de transport conventionnel, la signification 1690 répond suffisamment au vœu de la loi quand, sans contenir copie littérale de l'acte de cession, elle en fait connaître les dispositions essentielles : (Rouen, 27 février 1885. D. 95. 1. 33, sous note a ; Req., 19 juin 1889. — Dalloz, *Jur. gén. supp.* V^o Vente, n^o 750). — Alger, 25 novembre 1893. D. 94. 2. 503 ; Req., 6 août 1894 (D. 95. 1. 33).

C'est donc cette signification 1690 qu'on a cru bon d'étendre au transport judiciaire résultant du jugement de validité. « La jurisprudence a *très justement* admis, dit M. Dodo (1), que ce transport, comme tous les autres, ne pouvait avoir de valeur que s'il était signifié au tiers saisi... Sans doute, puisqu'il s'agit d'un jugement, on pourrait dire que la signification est exigée moins par l'article 1690 que par les articles 147 et 148. Mais ces articles exigent signification comme préliminaire de l'exécution : l'article 1690 l'exige pour rendre le transport opposable au tiers (les autres saisissants dans notre hypothèse). *Ce sont là deux ordres d'idées distincts.* » (2)

1. Auteur d'une remarquable thèse (1889) sur la saisie-arrêt. Il a au reste bâti sur toute notre question un système très différent, que nous ne manquerons pas d'étudier.

2. *Très distincts*, en effet, comme nous le verrons, mais dans un tout autre sens.

Et même la jurisprudence se montre beaucoup plus difficile et exigeante quand il s'agit d'appliquer cette signification 1690 au transport judiciaire que quand il s'agit de l'appliquer au transport conventionnel. C'est ainsi que la Chambre des requêtes décidait, le 28 décembre 1880, « que la simple connaissance du jugement de validité ne pouvait suppléer à cette signification » (D. 81-2-427) ; et le 14 février 1899 : « qu'on ne peut assimiler à une notification de jugement de validité d'une saisie-arrest l'assignation en déclaration affirmative délivrée au tiers saisi. » (S. 1900-1.121).

« On ne s'explique pas facilement, dit M. Tissier en note sous cet arrêt, comment la jurisprudence, si indulgente parfois lorsqu'il s'agit de rendre parfaite à l'égard des tiers une cession de créance (voir la note de M. Wahl sous Cass., 7 juillet 1897) se refuse à admettre ici que l'assignation en déclaration affirmative faite après le jugement valant transport puisse être considérée comme suffisante pour satisfaire à l'article 1690 du Code civil. »

Certes, on s'explique difficilement de telles exigences ; mais la théorie en elle-même est peut-être plus contestable encore.

Il suffit en effet de se rappeler, même le plus sommairement possible, les diverses phases de la procédure de saisie-arrest, pour se rendre compte

que cette signification 1690, utile, indispensable même dans le transport conventionnel, n'a plus dans le transport judiciaire qui résulte du jugement de validité, aucune espèce de raison d'être.

On vient de voir que le but de la signification 1690 est uniquement, en matière de transport conventionnel, de porter à la *connaissance du cédé* l'état de choses nouveau, *que rien ne viendrait autrement lui apprendre*, afin de lui permettre d'en informer les tiers.

Or, telle n'est pas du tout la situation du tiers saisi. Dès le premier moment de la procédure, il a été prévenu. C'est à lui que le saisissant s'est adressé tout d'abord, à lui qu'il a délivré le premier exploit, celui de saisie-arrêt. Le tiers saisi est prévenu avant le débiteur saisi, et cela est nécessaire, d'abord parce que c'est ce dernier qu'on veut surprendre, et non le tiers saisi auquel il est bien indifférent de payer à l'un ou à l'autre, ensuite parce qu'il faut pourvoir au plus pressé, et empêcher absolument le tiers saisi de se dessaisir des deniers, qui, une fois entre les mains du débiteur, seraient probablement à jamais perdus. Voilà donc le tiers saisi renseigné, averti, et ce, une première fois, car en effet ce n'est pas la seule. Après avoir dénoncé la saisie-arrêt, et assigné en validité, le saisissant se retourne une seconde fois contre le tiers saisi, et le prévient, dans la contre-dénon-

ciation, que la saisie-arrêt qu'il a précédemment reçue va être validée, et que, par conséquent, toutes les formalités voulues par la loi sont accomplies. On a contesté l'utilité de cette contre-dénunciation, de ce nouvel exploit, délivré au saisi : il est probable que dans le futur Code de procédure, cette contre-dénunciation disparaîtra. Il n'en reste pas moins que, dans la question qui nous occupe, voilà le tiers saisi prévenu une seconde fois qu'il y a une instance engagée tendant à enlever à son créancier la propriété de la créance qu'il possède contre lui, et qu'au bout d'un certain délai plus ou moins long, il aura changé de créancier. Que des tiers alors, cessionnaires ou saisissants postérieurs, lui signifient de nouvelles saisies-arrêts, ou même un transport, ne sera-t-il pas parfaitement en état de les prévenir de l'état de choses, de leur apprendre qu'une précédente saisie-arrêt lui a été délivrée tel jour, et contre-dénoncée tel autre jour ? Et c'est bien ce qui se passe dans la pratique. N'avons-nous pas vu que le cessionnaire d'une créance qui veut se renseigner auprès du cédé, lui demande notamment, dans sa formule interrogative, « s'il n'a pas reçu antérieurement d'autres significations de transport, cession... *saisies-arrêts*, ou autres actes analogues ? » Que faut-il de plus ? Et quel besoin encore, pour opérer transport vis-à-vis des tiers, d'une troi-

sième signification ? Certes, plus tard, quand le saisissant aura obtenu son jugement de validité, que le transport de la créance en sa faveur sera opéré, et qu'il voudra toucher du tiers saisi, devenu son débiteur direct, alors, à ce moment, une signification du jugement de validité au tiers saisi sera nécessaire pour que celui-ci consente à vider ses mains. C'est qu'en effet le tiers saisi peut n'avoir pas été mis en cause, ignorer ce qui s'est passé ; du reste, c'est un tiers, qui peut invoquer en sa faveur l'article 548 du Code de procédure. Mais alors, cette signification du jugement n'est indispensable que comme préliminaire de l'exécution. C'est par les articles 147 et 148 du Code de procédure qu'elle est exigée, et non par l'article 1690 du Code civil, auquel il a déjà été satisfait au cours de la procédure. Comme le dit fort bien M. Dodo (il est vrai, dans un sens contraire), ce sont là deux ordres d'idées absolument distincts. Le transport de la créance saisie au profit exclusif du saisissant n'en aurait dû pas moins avoir lieu, dès le jour du jugement, à la condition qu'il ne soit pas attaqué ou soit confirmé, et abstraction faite de sa signification au tiers saisi, puisque celui-ci est à même de renseigner les tiers depuis longtemps, et qu'ainsi il a été satisfait à l'article 1690.

Chauveau et Carré ont évidemment été très frappés de ces considérations, puisqu'ils ont admis

(v. ci-dessus, ch. III) que la signification 1690 est très largement suppléée par la dénonciation de l'article 563. Cette solution se trouve malheureusement en contradiction formelle avec les arrêts précédemment cités.

Du reste, lancée sur cette voie, la Cour de cassation devait fatalement être entraînée dans ce que M. Tissier appelle des « abus de logique ». C'est ainsi, nous l'avons vu (*supra*, ch. II, § 4) que dans un de ses récents arrêts (S. 1900. I. 121), elle en est arrivée à décider « que la signification au tiers saisi exigée pour satisfaire à l'article 1690, doit nécessairement être faite après que le jugement valant transport a acquis l'autorité de la chose jugée ».

« On chercherait vainement, dit M. Tissier en note sous cet arrêt, la justification précise de cette exigence (encore moins facilement en effet de celle-là que des autres). Du moment que le tiers saisi a été prévenu du jugement de validité par une notification, il connaît suffisamment le transport qui s'est opéré, et qui ne devient définitif qu'après que le jugement est à l'abri de toute voie de recours. Si aucune saisie-arrêt nouvelle ne survient d'ici-là, le tiers sait que le transport qui lui a été précédemment signifié est parfait à l'égard de tous. Il n'y a pas d'inconvénient à admettre la

signification au tiers saisi avant que le jugement soit passé en force de chose jugée. »

C'est que, peut-être, la jurisprudence se rend compte de toutes les contradictions que renferme son système du transport, à l'appréciation duquel nous allons maintenant nous livrer, et qu'elle cherche, en multipliant comme à plaisir les difficultés et les restrictions, à diminuer dans la plus grande mesure possible le nombre des cas où il lui faudra l'appliquer.

§ 4. — Discussion de la théorie du « transport » lui-même

Nous en arrivons en effet au système du « transport » lui-même. Qu'en penser ? La jurisprudence a-t-elle raison d'attribuer ainsi exclusivement, au créancier qui le premier a fait valider sa saisie-arrêt, toutes les sommes saisies-arrêtées ?

Il faut bien reconnaître qu'au premier abord ce système paraît présenter de sérieux avantages pratiques, et que c'est sans aucun doute à ce point de vue que les arrêts se sont surtout placés. Les considérants de deux d'entre eux sont, à ce point de vue, extrêmement intéressants à consulter. Si l'on pouvait admettre, dit un arrêt de la Cour de Nancy du 23 août 1824 (S. V. 24. 2. 358), que, tant que les choses saisies sont entre les mains du tiers

saisi, des créanciers nouveaux, qu'ils aient titre ou qu'ils n'en aient pas, que ces titres soient antérieurs ou postérieurs au premier jugement de validité, peuvent se présenter et concourir à une distribution avec le premier créancier saisissant, et avec ceux qui ont formé des oppositions avant le premier jugement de validité, ce serait livrer ceux-ci à la merci du débiteur saisi, et même du tiers saisi, qui, à la faveur de créances réelles ou supposées, viendraient détruire la force de la chose jugée, et donner lieu, par l'apparition consécutive de ces nouveaux créanciers, à la réformation d'une ou de plusieurs instances de distribution réglées par le juge-commissaire; l'on verrait par ces moyens les procédures sur les saisies-arrêts des mêmes deniers se multiplier, s'éterniser, sans autre utilité que l'accroissement prodigieux des frais qui absorberaient souvent le principal, l'on verrait ainsi renaître les *abus anciens* que la loi nouvelle (c'était alors la Code) a voulu réformer, et proscrire pour toujours, ainsi que l'a dit le conseiller d'Etat chargé de présenter au Corps législatif le titre de la saisie-arrêt dans le Code de procédure civile. Lors même, dit aussi un arrêt de la Cour de Lyon, du 22 mars 1830 (S. 31. 2. 238), qu'il serait reconnu que tous les créanciers, même ceux qui ne se présenteraient que postérieurement au jugement de validité obtenu par l'un d'eux, et après la déclaration four-

nie par le tiers saisi, devraient être admis par concurrence, on ne peut présumer que l'intention du législateur ait été d'accorder au débiteur saisi le droit et la faculté de se créer des créanciers à l'infini pour en frustrer d'autres antérieurs, mais bien d'accorder une faveur égale à tous les créanciers dont les droits seraient acquis au moment où il aurait été procédé à leur saisie sur leur gage commun.

Il est bien évident que ce sont là des motifs très sérieux, et l'on ne peut guère y répondre en disant que le créancier aura toujours dans ce cas la faculté de prouver la fraude. C'est une preuve presque impossible à établir, et du reste les tribunaux, peut-être avec raison, ne l'autorisent pas toujours.

Malheureusement, n'avons-nous pas vu que ces mêmes reproches que la jurisprudence adresse ici aux adversaires de son système, elle se les attire elle-même par la manière dont elle l'applique et le comprend ? Toutes ces saisies-arrêts de complaisance, dit-elle, ne pourront plus se produire à partir du transport judiciaire de créance. Très bien, mais le moment où ledit transport se produira, elle le recule le plus loin possible, jusqu'après la signification du jugement, bien plus, jusqu'après que ce jugement est passé en force de chose jugée, que les délais d'opposition et d'appel sont expirés,

et elle exige que la signification 1690 n'ait lieu encore qu'après tout cela ; et tant que ce moment n'est pas arrivé, les amis et complices du débiteur mal-honnête pourront donner libre carrière à leur ingéniosité perverse, imaginer toutes sortes de créances fantastiques, et pratiquer toutes saisies-arrêts possibles. Dès lors, nous ne pouvons pas nous arrêter à des points de vue d'intérêt pratique en cette manière, nous devons n'en faire aucun cas : la jurisprudence elle-même nous en donne trop bien l'exemple.

Du reste, ce n'est pas seulement sur des considérations purement extérieures que la jurisprudence prétend baser sa solution, c'est encore sur des principes juridiques,

Et tout d'abord, les *termes* mêmes du jugement de validité lui servent pour proclamer qu'il opère saisine et transport. Le dispositif porte : « Que *le tiers saisi paiera et videra ses mains* (d'où le nom de jugement de « main-vidange » souvent donné au jugement de validité) *entre les mains du saisissant*, en déduction ou jusqu'à due concurrence de la créance de ce dernier », et statue : que ce paiement le libérera d'autant vis-à-vis du saisi, « quoi faisant quitte et valablement déchargé ». C'est de l'interprétation de ce dispositif, que la jurisprudence, et avec elle tous les auteurs que nous avons cités, ont tiré leur premier argument : le tiers

saisi, disent-ils, ne *doit* plus se libérer entre les mains du saisi, et il ne le *peut* plus *valablement* qu'entre les mains du saisissant ; UN LIEN DE DROIT s'est donc formé entre le saisissant et le tiers saisi, et ce dernier est devenu débiteur direct du premier ; d'autre part, le débiteur saisi n'est plus créancier, tout au moins en partie, et il ne le demeure et ne peut agir contre le tiers saisi qu'autant que ce dernier demeurerait encore redevable au delà des causes de la saisie ; enfin, comment le paiement fait par le tiers saisi entre les mains du saisissant peut-il le libérer d'autant vis-à-vis du saisi ? Tout cela ne peut s'expliquer que par un transport de créance, transport judiciaire : alors surviennent toutes les explications, que nous avons précédemment relatées, au sujet de ce transport *forcé, opéré par la main de justice*.

La réponse à faire à ce premier argument, qui n'est du reste, en partie, qu'un rappel du système, se trouve dans l'exposé du système adverse. C'est qu'en effet il ne suffit pas de critiquer une opinion, d'en faire ressortir les contradictions, de multiplier, comme nous allons tenter de le faire, les objections autour d'elle, il faut encore, alors surtout que cette opinion a trait à une matière aussi importante et d'une application si fréquente, avoir et immédiatement, une autre explication toute prête. Du reste, on apercevra beaucoup mieux

ensuite les différents côtés de la question, qui est extrêmement complexe, et on se rendra mieux compte de tous les raisonnements nouveaux qui ont dû être inventés par la jurisprudence pour répondre à toutes les attaques.

Nous observerons, avant tout, que les partisans de cette autre théorie sont, eux aussi, en nombre considérable, et comptent dans leurs rangs les plus grands noms et les plus récents. (V. notamment Garsonnet. *Traité de procédure civile*, 2^e édition, t. IV, p. 431 et 451. — Boitard, Colmet d'Aage et Glasson, 15^e éd., t. II, p. 300, n^o 883. — Roger. *Traité de la saisie-arrêt*, p. 630 et suiv. — Dodo, *op. cit.*, p. 198 et suiv. — Glasson, sous Cass., 27 juin 1892 D. P. 93. 1. 25. — Glasson, Colmet d'Aage et Tissier, t. II, p. 358. — Tissier sous Cass., S. 1900. 1. 121).

Même on peut dire, et c'est une chose assez curieuse, que presque toute la doctrine moderne s'est, sur cette matière, en quelque sorte dressée en face de la jurisprudence, et a mis à la combattre une unanimité étonnante, qui n'a d'égale que celle que nous avons constatée dans les nombreux arrêts précédemment rapportés (1).

Voici en substance et généralement ce qu'ils di-

1. Trois arrêts seulement, depuis 1807, ont osé à ce sujet se déclarer nettement opposés à l'opinion de la Cour suprême :

1^o Un arrêt de la Cour de Paris, du 24 juin 1826, tellement bien

sent, et nous croyons qu'il est difficile d'imaginer une théorie plus rationnelle.

« Le jugement de validité constitue simplement une créance au profit du saisissant, pour sûreté et avoir paiement de celle qu'il avait » (1). Ce n'est pas la propre créance du saisi contre le tiers saisi qui est transportée au saisissant ; il n'est pas du tout nécessaire, pour assurer l'efficacité dudit jugement, de détacher la créance saisie du patrimoine du saisi pour l'attribuer au saisissant. Un grand principe d'économie domine toutes les voies d'exécution : elles ne doivent faire grief au débiteur que dans l'intérêt du créancier, et dans la mesure de cet intérêt ; c'est du reste pour cela que l'on considère les lois qui y ont trait comme étant d'ordre public, et que les conventions des parties ne peuvent les modifier. Ce principe, la loi elle-même n'a garde de le violer : ainsi, en matière de saisie-exécution, lorsque la valeur des effets saisis excède le montant des causes de la saisie et

motivé que M. Roger n'a pas cru devoir en changer un seul mot, et l'a reproduit entièrement et textuellement en réponse aux arguments adverses. (Roger, *op. cit.*, p. 633.)

2° Un arrêt de la Cour de Colmar, du 10 août 1858, également cité et rapporté par M. Roger (*loc. cit.*), et aussi par la Cour de Colmar elle-même, quand, plus tard, le 10 février 1864 (S. 65.2.122), elle se verra obligée de se ranger au parti de la Cour de cassation.

3° Enfin, plus récemment, le 28 février 1879, un arrêt de la Cour de Rennes (D. 80.2.14 ; S. 80.2.210) considérait la question comme douteuse, controversée, et nullement décidée encore ; néanmoins, on ne peut pas dire qu'il ait pris, comme les deux autres, un aussi formel parti.

1. Dodo, *op. cit.*, p. 202.

des oppositions, il ne doit être procédé qu'à la vente des effets suffisants pour former sommenécessaire. Ce principe doit donc s'appliquer également dans notre matière : point n'est besoin de parler de transport, qui est excessif, qui dépouille et peut ruiner inutilement le débiteur : une simple « *indication de paiement* » suffira.

Au reste, il ne faut pas s'illusionner sur le sens de ces mots « indication de paiement ». Ce n'est pas une indication de paiement proprement dite ; il y a, dans l'indication de paiement proprement dite une idée de mandat, de lien conventionnel, entre celui qui fait l'indication et celui à qui elle s'adresse. Or, il faut absolument nous passer de cette idée, en présence du débiteur saisi que la jurisprudence elle-même considère comme violenté, comme « forcé ». C'est bien en effet la justice qui intervient ici, non pas pour lui enlever sa créance et la donner au saisissant, mais bien, d'une part, pour l'empêcher de s'en servir, de la toucher, et d'autre part pour donner au saisissant une autre créance, nouvelle, momentanée, qui résulte du jugement de validité ou plutôt qui est par lui constituée, qui sera comme une garantie de la propre créance du saisissant et lui en assurera le remboursement. On se trouve donc en présence de trois créances, celle du saisissant contre le saisi, celle du saisi contre le tiers saisi, enfin une

troisième, créée provisoirement par la justice, destinée à s'exercer, au profit du saisissant et pour le payer de la sienne, sur les deniers que le tiers saisi doit au saisi, et que l'on peut appeler, avec M. Dodo, une *indication de paiement sui generis* (1).

Et qu'on n'aille pas dire que voilà toute une combinaison compliquée, inventée ici pour les besoins de la cause. Cette indication de paiement *sui generis* est un expédient auquel la loi a souvent recours en matière d'exécution.

C'est qu'en effet, ce n'est pas seulement dans la saisie-arrêt que se pose la question « d'appropriation » des biens saisis. A quoi en définitive aboutiront les droits des saisissants, quelles que soient la saisie et la procédure suivie ? Toujours à une troisième créance, que leur accorde provisoirement, et en termes formels, la loi, sur un tiers détenteur de deniers appartenant à leur débiteur, créance qui ne nuira à celle du débiteur que dans la mesure de leur intérêt, et pour garantir le remboursement de la leur propre. Que dit, en effet, l'article 625 du Code de procédure, à propos des saisies-exécutions ? « Les commissaires-priseurs et huissiers seront *personnellement responsables* du prix des adjudications... » — et l'article 570,

1. Dodo, *op. cit.*, p. 202 et 203.

à propos de la saisie immobilière et de l'ordre qui peut en être la suite : « Le greffier *délivre* à chaque créancier colloqué un bordereau de collocation *exécutoire contre l'adjudicataire...* » Dans les deux cas, on se trouve en présence d'un détenteur de deniers appartenant au débiteur, d'un débiteur de ce débiteur ; dans les deux cas la loi donne aux créanciers une nouvelle créance, qui leur permettra de se faire payer par ce détenteur ; dans les deux cas enfin, le paiement fait par le détenteur libérera ce dernier d'autant envers le saisi, son créancier véritable, aux termes de l'article 1239 du Code civil qui dit que le paiement est valable et libératoire s'il est fait à celui que la justice ou la loi désigne pour le recevoir.

Il est vrai qu'en matière de saisie-exécution, cette troisième créance est donnée directement par la loi. Mais dans la saisie-immobilière et l'ordre, la situation est identiquement la même qu'au cas de saisie-arrêt : c'est la justice qui intervient dans l'une comme dans l'autre : le créancier hypothécaire touchera *en vertu de son bordereau de collocation*, comme le créancier saisi-arrêtant touchera *en vertu de son jugement de validité* (1).

1. « Voilà donc, dit M. Dodo (dont nous venons de reproduire à peu près les idées, en les développant seulement un peu), comment, selon nous, se produit l'appropriation qui doit, en définitive, donner satisfac-

De tout ce qui précède, il résulte naturellement, tout d'abord, que le saisi continuera à être débiteur du saisissant. C'est là un indispensable avantage dont ce dernier ne peut se passer. Cependant la jurisprudence ne parvient à l'admettre, dans son système, qu'en tombant dans d'énormes contradictions, comme nous le verrons plus loin. Si donc, le tiers saisi devient insolvable, le saisissant pourra se retourner contre le saisi, et le contraindre à le payer, et celui-ci n'aura aucune exception à lui opposer.

Mais ici, une objection s'élève. Qu'arrivera-t-il si le saisissant a fait preuve de négligence ? Parfois il eut suffi d'un peu de promptitude ou d'habileté pour toucher du tiers saisi. Le saisissant ne s'en est à peu près désintéressé que parce que précisément il comptait sur son recours toujours possible contre le saisi. Ne voilà-t-il pas là un grave inconvénient, qui aura pour résultat que le débiteur saisi, non seulement verra sa créance périlcliter et disparaître sans profit pour lui et sans qu'il puisse y apporter remède, mais en plus se trouvera contraint de payer néanmoins sa dette !

Non, il n'y a aucun danger à ce qu'une pareille

tion au saisissant. C'est au moyen d'une créance que la loi donne, soit directement, comme en cas de saisie-exécution, soit *indirectement*, par le jugement de validité en matière de saisie-arrêt, par le bordereau de collocation en matière de saisie immobilière. » (Dodo, *op. cit.*, p. 204.)

situation se rencontre jamais, et voici pourquoi : permettre au saisissant de laisser ainsi impunément dépérir le bien de son débiteur, serait se mettre en contradiction formelle avec les principes généraux sur la *faute*. Le saisissant est dans ce cas là en *faute*, en *faute lourde*, et il devra en supporter toutes les conséquences, et perdre son recours contre le débiteur saisi. L'article 2037 ne dit-il pas, dans une espèce très analogue : « La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, *par le fait de ce créancier*, s'opérer en faveur de la caution. »

Il résulte aussi, et non moins logiquement de la théorie que nous venons d'exposer, que « l'appropriation » des deniers n'est consommée en fait comme en droit, que du jour où le paiement est réellement accompli. Par suite, jusque-là, aussi bien en cas de saisie-arrêt qu'en cas de saisie-exécution ou immobilière, *les co-créanciers du saisissant peuvent venir à contribution avec lui, et réduire sa part par leur concours, sauf les causes légitimes de préférence*, ce qui est avec la loi en conformité parfaite.

Au système de la jurisprudence on peut en effet opposer les objections suivantes :

Avant tout, dans quel texte de loi le privilège du premier saisissant se trouve-t-il écrit ?

Aux termes de l'article 2093 du Code civil, les biens d'un débiteur sont le gage commun de tous ses créanciers, et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence. Ces causes légitimes de préférence sont (art. 2094) : les privilèges et les hypothèques. De ces privilèges les articles 2101 et 2102 nous donnent l'énumération, qui est forcément et essentiellement limitative : Qu'est-ce en effet qu'un privilège ? une exception, une faveur particulière, étymologiquement : *priva lex*, loi établie dans un intérêt privé ; on ne saurait en augmenter le nombre, ni agir ici par analogie.

Or, on ne voit point, dans cette énumération limitative des articles 2101 et 2102, figurer le privilège du premier saisissant.

Dès lors, où donc le premier saisissant peut-il puiser ainsi ce droit de préférence, qui le nantirait de la chose commune, au préjudice des autres ayants droit ? Ce n'est certainement pas au titre de la saisie-arrêt, où des textes formels vont venir, au contraire, nous fournir d'autres arguments.

Si l'on examine, en effet, le mécanisme de cette procédure, et les différentes phases dont elle est l'objet, on verra la solution proposée se dégager de la combinaison de l'article 575 avec les articles qui le précèdent. Lorsque la saisie-arrêt opérée

sur le tiers (art. 557 à 562) a été dénoncée au débiteur saisi assigné en validité (art. 563), et que la dénonciation de cette assignation en validité a été faite au tiers saisi (564, 565), *le tribunal rend son jugement de validité* (566, 567). Puis le tiers saisi est assigné en déclaration affirmative (568, 569, 570), et déclare au tribunal le montant, les causes de la dette, et les *saisies-arrêts* formées précédemment entre ses mains (571 à 574). Ce n'est qu'alors que vient L'ARTICLE 575, ainsi conçu : « S'il survient de nouvelles *saisies-arrêts* ou oppositions, le tiers saisi les dénoncera à l'avoué du premier saisissant, par extrait contenant les noms et élections de domiciles des saisissants, et les causes de ces saisies-arrêts ou oppositions. » Or, ces saisies, que le tiers saisi devra énoncer dans sa déclaration affirmative, celles qu'il devra dénoncer par extrait à l'avoué du premier saisissant, il est de toute évidence qu'elles peuvent être aussi bien antérieures que postérieures au jugement de validité. Si la loi avait, en l'occurrence, voulu établir une distinction, elle aurait bien pris soin de le spécifier. Bien plus, on peut même dire que ces saisies, que le tiers doit énoncer et dénoncer, sont surtout celles qui ont été pratiquées après le jugement de validité, parce que les articles 573 et 575, où il en est question, viennent après les articles 566 et 567 où il est

question du jugement de validité ; ce sont donc surtout celles-là que le Code de procédure, qui procède ici, comme bien souvent, par ordre chronologique, a eues en vue. La loi les permet par conséquent, ces saisies, puisqu'elle en ordonne la dénonciation. Si le législateur les eût considérées comme nulles et sans valeur, lorsqu'elles sont faites après le jugement de validité, quelle serait l'utilité de l'article 575 ? Pourquoi les dénoncer au premier saisissant ? Si elles ne peuvent pas l'atteindre, peu lui importe de les connaître. C'est qu'au contraire, dans l'esprit de la loi, les saisies postérieures au jugement de validité et prévues par l'article 575 sont parfaitement valables ; le saisissant a un intérêt primordial à les connaître, car elles réduiraient d'autant sa part dans la distribution par contribution. Enfin, il est à remarquer tout particulièrement que l'article 575 ne distingue pas entre le cas où la première saisie-arrest a été déclarée valable, et celui où elle n'a pas été suivie d'un jugement de validité. Si le jugement de validité devait produire des effets aussi particuliers et aussi énergiques, l'article 575 serait-il ainsi resté muet ? se serait-il maintenu, comme il le fait, dans le vague et le général ? ne s'occupant pas du jugement de validité, n'en prononçant même pas le nom, preuve évidente que, pour lui, il ne présente aucune importance.

L'article 579 vient corroborer cette argumentation : « Si la saisie-arrêt ou opposition est déclarée valable, dit-il, il sera procédé à la vente et *distribution du prix*, ainsi qu'il sera dit au titre de la *distribution par contribution*. » Il semble difficile d'imaginer un texte plus précis et plus clair, plus général aussi, car là non plus le Code ne fait aucune différence.

A tout cela, les partisans du système du transport ont répondu par des distinctions, et en modifiant un peu au besoin leurs affirmations primitives.

On nous oppose, disent-ils, les articles 573, 575 et 579. Voici quelle est, selon nous, leur véritable interprétation.

L'article 573 s'applique aux saisies-arrêts postérieures à la première saisie, mais antérieures à la déclaration du tiers saisi, puisque cette déclaration doit les énoncer. Pour les énoncer dans la déclaration, il est évident qu'elles doivent la précéder.

Quant à l'article 575, nous reconnaissons parfaitement qu'il prévoit le cas où des saisies sont survenues après la déclaration. Mais il faut bien se garder d'en conclure que parce que cet article vise les saisies survenues après le jugement, ces saisies seront toujours valables, et que le premier saisissant qui aura obtenu un jugement de validité portant attribution des sommes saisies ne saurait

obtenir le bénéfice d'un transport. La loi a prescrit la dénonciation des saisies postérieures au jugement de validité, car elles peuvent, parfois, être pratiquées efficacement. Par exemple, un jugement de validité est entaché de nullité, ou est infirmé en appel : les saisies postérieures deviendront utiles. De même, lorsque la saisie porte sur une créance à terme, ou sur un objet mobilier, le jugement dans ce cas ne produisant pas transport, tous les saisissants viennent en concurrence. « L'article 575, disent encore Chauveau et Carré, aux termes duquel le tiers saisi doit notifier les nouvelles saisies à l'avoué du premier saisissant, ne peut recevoir son application qu'à des saisies pratiquées pendant l'instance, et ceci pour deux raisons : 1° Le tiers saisi est obligé de faire cette notification à l'avoué du premier saisissant ; 2° l'article occupe rang parmi d'autre relatifs à ladite instance. »

En ce qui concerne l'article 579, dit-on enfin, texte placé à la fin du titre de la saisie-arrêt, il nous apprend que la saisie-arrêt étant déclarée valable, il y a lieu à distribution. Cela s'applique aussi bien au cas où il y a une ou plusieurs saisies-arrêts valables et antérieures au jugement de validité qu'à celui où elles sont postérieures. Au reste, pourquoi isoler cet article pour l'expliquer ? Ne vient-il pas immédiatement après l'article 578,

qui nous apprend que si la saisie-arrêt ou opposition est formée sur effets mobiliers, le tiers saisi sera tenu de joindre à sa déclaration un état détaillé desdits objets. Il s'agit donc d'effets mobiliers qu'il faut d'abord transformer en argent avant d'en faire l'attribution. Leur valeur étant incertaine, le jugement ne saurait les transporter. S'il n'y a pas transport, les créanciers viennent alors à la distribution. Telle est la véritable hypothèse prévue par l'article 579.

Toutes ces réponses sont bien précieuses.

D'abord, personne n'a jamais nié que l'article 573 s'appliquât aux saisies antérieures à la déclaration. Cela est même de toute évidence. Ce que nous prétendons, c'est qu'il peut aussi bien s'appliquer aux saisies postérieures au jugement de validité qu'à celles antérieures ; et le fait qu'il vise les saisies antérieures à la déclaration ne peut pas nous être opposé, puisque, la plupart du temps, le jugement de validité précède cette déclaration ; l'article 568 ne dit-il pas : « que le tiers ne pourra être assigné en déclaration. . *s'il n'y a jugement qui ait déclaré la saisie-arrêt ou l'opposition valable* » ?

Ensuite, l'article 575 vise évidemment les saisies-arrêts postérieures à un jugement de validité entaché de nullité ou infirmé en appel. Nous ne le nions pas non plus. Nous le nions même d'autant

moins que nous prétendons qu'il vise *toutes les saisies arrêts*, qu'elles soient antérieures ou postérieures, que le jugement de validité soit définitif ou non, qu'il soit confirmé ou annulé : l'article ne distingue pas : « S'il survient de *nouvelles* saisies arrêts » dit-il simplement. Comment dire qu'il ne s'applique qu'à un cas particulier et tout spécial alors qu'il se sert au contraire des termes les plus généraux possibles ?

Le fait que c'est à *l'avoué* du premier saisissant que le tiers saisi devra dénoncer les nouvelles saisies ne prouve nullement qu'il ne s'agit *que de celles* survenues *pendant* l'instance en validité. Même une fois le jugement de validité rendu, l'instance n'est pas terminée. La déclaration affirmative peut n'avoir pas encore été faite : nous avons vu, à propos de l'arrêt de Cassation du 31 janvier 1842, une déclaration affirmative n'avoir lieu que cinq ans après le jugement de validité (1). Elle peut, en tous cas, avoir été contestée, et si les juges naturels du tiers saisi sont précisément les mêmes que ceux de la « partie saisie », l'avoué du premier saisissant sera tout naturellement appelé à continuer d'occuper pour lui ; au reste, ne sait-on pas que l'avoué d'une partie, tant qu'il n'a pas été remplacé par un autre, peut valable-

1. V. *supra*, ch. II, §. I, où cette espèce est relatée entièrement.

ment recevoir toutes significations (art. 75 du C. pr.); tant donc que le saisissant n'a pas constitué un autre avoué, soit devant le même tribunal, soit par un appel, le tiers saisi ne peut s'adresser ailleurs.

Le fait, aussi, que l'article 575 occupe rang parmi d'autres articles relatifs à ladite instance, ne prouve pas du tout qu'il ne s'applique que lorsqu'elle est encore en cours. Il le prouve d'autant moins qu'il est placé à la fin de tous les articles qui y ont trait, ce qui démontrerait plutôt qu'il s'applique au cas où elle est au contraire terminée.

Enfin, quant à l'article 579, il faut bien faire remarquer que nous ne l'isolons pas du tout pour l'expliquer, bien au contraire. Ce sont plutôt les partisans du système du transport qui l'isolent, puisqu'ils prétendent qu'il ne s'applique qu'à l'article qui le précède immédiatement, et qui a trait aux saisies-arrests pratiquées sur effets mobiliers. Pour nous, cet article vise non seulement ce dernier cas, mais encore l'autre, celui où la saisie-arrest a porté sur une créance d'argent.

Mais c'est surtout au reproche de créer ainsi, par leur théorie du transport, *un privilège sans texte*, et à l'encontre des textes établis, que nos adversaires sont le plus sensibles. Par malheur, c'est précisément là aussi que leurs réponses sont le plus embrouillées, pour ne pas dire incohérentes

Là n'est pas du-tout, s'écrient-ils, le but ni l'intention de notre système. Evidemment, si nous prétendions l'appliquer au cas où la saisie-arrêt porte sur des *objets mobiliers*, alors, en effet, la critique serait fondée. Mais nous sommes justement d'avis que dans ce cas là, le premier saisissant ne saurait prétendre à aucun droit de préférence, que les meubles saisis-arrêtés devront être vendus, ainsi que le dit l'article 579, et que le prix s'en distribuera au marc le franc entre tous les créanciers, en vertu de l'article 2093. Nous reconnaissons parfaitement que nous sommes ici dans un cas analogue à celui de la saisie exécution, et qu'il y a lieu de procéder de la même manière.

Mais quand il s'agit de créances, ce n'est plus du tout la même chose.

Et pourquoi n'est-ce plus la même chose ? Pourquoi établir une telle différence entre le cas où le débiteur est créancier d'objets mobiliers, et celui où il est créancier d'argent ? Dans les deux cas, c'est d'une créance qu'il s'agit : le débiteur saisi est créancier des objets qui se trouvent entre les mains d'un tiers parce qu'il les a remis à ce tiers en dépôt, en prêt à usage, ou pour les transporter d'un lieu à un autre (hypothèse des objets saisis arrêtés dans les gares, où le contrat formé tient à la fois du dépôt et du mandat) ; il est créancier

de ce tiers : un lien de droit, une « obligation » au sens juridique du mot existe entre eux, et c'est précisément à cause de cela qu'une saisie-arrêt peut être pratiquée, c'est parce qu'une obligation de rendre ces objets pèse sur le tiers saisi, qu'on peut lui faire défense de l'accomplir, défense de se libérer. Il n'y a aucune dissemblance de situation quand il s'agit de créance d'argent ; là aussi le tiers saisi est lié par une obligation de rendre. Ce sont là seulement deux espèces, deux sortes de créances, qui ne diffèrent que par leur objet, et pour lesquelles la formule de l'exploit de saisie-arrêt, et toute la procédure qui suit sont identiquement les mêmes. Pourquoi alors le jugement de validité qui, dans le cas d'effets mobiliers, on est bien obligé de l'admettre, ne produit aucune attribution exclusive, ni droit de préférence, en donne-t-il quand il s'agit d'argent ?

C'est ici qu'on invoque, pour se tirer d'affaire, le grand argument du système.

Il ne peut être, dit-on, question de privilège en ce qui concerne les créances d'argent, et ces dernières se différencient de celles qui ont pour objet des effets mobiliers en ce qu'elles sont de l'argent elles-mêmes. Le juge qui prononce dans ce cas le jugement de validité *fait un paiement*, c'est de *l'argent* qu'il donne, ce sont des *deniers* qu'il

transmet (1). Ce n'est plus un droit sur des choses d'une valeur incertaine et non réalisée comme des effets mobiliers, qu'il transporte : il opère un *paiement* comptant à la place du débiteur, ou plutôt il « force » le débiteur à le faire. Dès lors, il n'y a plus à parler de droit de préférence : la justice se substitue au débiteur pour accomplir une chose qu'il est impossible d'empêcher, le désintéressement, par de *l'argent liquide*, d'un de ses créanciers.

Il nous semble permis de répondre que voilà de singulières exagérations de langage, et nous n'avons pas manqué de les signaler chaque fois que nous avons eu l'occasion de les rencontrer. Une créance, même échue, n'est pas de « l'argent ». C'est un bien, une valeur, dont le but, sans doute, est de vous procurer, plus ou moins immédiatement de l'argent, et qui a son prix, plus ou moins grand suivant que la personne sur laquelle elle porte est plus ou moins solvable. Mais ce n'est pas de l'argent comptant, ce ne sont pas des « deniers ».

1 Voyez notamment (ci-dessus, ch. IV, § I) ce que dit Dalloz : « Dans le cas d'une créance échue, le juge qui ordonne le paiement, *transmet des deniers* ;... la créance... *c'est de l'argent* mis sous la main de justice. » D'où il tire la conclusion suivante : « Une créance à terme n'étant pas de *l'argent* », le transport ne peut avoir lieu pour elle, parce que : « Tout ce qui n'est pas *argent comptant* dans la fortune d'un débiteur doit être vendu pour payer les créanciers, et non donné en paiement. »

Dans le même sens. Tessier (*op. et loc. cit.*)

On dit : une créance d'argent n'a aucun rapport avec des objets mobiliers ; ceux-ci, pour les réaliser, il faudra les faire vendre ; une créance, au contraire, il suffit de la toucher. Certes, cela suffit, mais encore *le faut-il*, et c'est précisément en cela qu'elle diffère de l'argent comptant. Qui est jamais sûr de toucher une créance, si bonne soit-elle ? que d'obstacles, de complications peuvent surgir entre le moment où la créance, même échue, vous est transportée, et celui où vous la toucherez ! le débiteur voudra-t-il payer, sera-t-il solvable, saisissable, etc. ? La jurisprudence elle-même n'a-t-elle pas prévu tout cela dans le cas même qui nous occupe, puisqu'elle permet au saisissant de se retourner contre le saisi au cas d'insolvabilité du tiers (1). S'il y avait vraiment eu transmission effective, tradition réelle d'argent, quel besoin de prévoir l'insolvabilité, et qu'importe-t-elle ? Enfin, si le jugement de validité opère un paiement, une « transmission de deniers », une tradition d'argent comptant, pourquoi s'attarder à parler de transport judiciaire, de cession de créance, de signification 1690 ? Ce n'en est même plus la peine, et tout cela est devenu complètement inutile.

Voilà donc où en arrivent les partisans du transport : à ne plus vouloir en prononcer le nom,

1. V. page suivante.

et à prétendre qu'il y a alors, non plus transport, mais paiement d'argent et transmission de deniers, tant ils finissent bien par se rendre compte que transporter une créance dans ces conditions, c'est en réalité prendre un bien, une valeur dans le gage commun des créanciers, et l'attribuer, malgré et en contradiction formelle avec le texte de la loi, à un créancier chirographaire non privilégié.

Du reste, plus on pénètre dans l'âme de la théorie, et plus les contradictions vont se multipliant.

Si l'on s'écarte de l'extraordinaire explication que nous venons de relater, et que l'on admette que le désintéressement du créancier est effectué, non par un paiement en argent, *mais par un transport de créance*, alors, de nouvelles bizarreries surgissent. Ce paiement fait par transport ne libère par le débiteur saisi.

D'abord, il reste exposé au recours du saisissant en cas d'insolvabilité du tiers saisi. Nous avons vu que pratiquement, ce recours est indispensable au saisissant, et qu'il lui serait impossible de s'en passer sous peine de faire un marché de dupe. Aussi, la jurisprudence n'hésite-t-elle pas à l'admettre. Comment peut-elle cependant concilier cette solution avec les termes de l'article 1694 du Code civil, qui dit qu'en matière de transport, le

cédant ne répond de la solvabilité du cédé *que lorsqu'il s'y est engagé ?*

Ensuite, ce même débiteur saisi demeure toujours, même après que le jugement de validité a été rendu, est devenu définitif, a été signifié, enfin a satisfait aux nombreuses conditions qu'on en exige, exposé à de nouvelles poursuites ; le saisissant conserve action contre lui, et va pouvoir l'exécuter, non seulement lorsque, comme au cas précédent, le tiers saisi n'a pas les mains suffisamment garnies pour le désintéresser complètement, mais encore alors même que ce dernier serait entièrement solvable et tout disposé à s'acquitter. Au fond, rien de plus juridique. En sollicitant le jugement de validité, le créancier a voulu augmenter ses garanties, et non les diminuer, et il a dû vouloir conserver le droit de poursuivre son débiteur. Comme le disait naïvement Pigeau, il a dû demander « ce qui se rapprocherait le plus possible de l'argent ». Il a donc le choix : poursuivre le tiers saisi est pour lui une pure faculté ; les voies de contrainte se cumulent dans notre droit, et on ne peut opposer au créancier qui entame une voie d'exécution le fait d'en avoir exercé d'autres, pourvu bien entendu que celles-ci n'aient pas abouti à son désintéressement intégral. Mais comment concilier cela avec les propres formules

de la jurisprudence, qui dit que le *transport a opéré paiement* ?

Enfin, et bien plus, si le débiteur saisi peut, d'un autre côté, parvenir à se procurer des fonds, il a le droit d'obliger le saisissant à les recevoir : alors celui-ci, étant payé, n'a plus aucun droit à exercer contre le tiers saisi ; cette créance, qui, d'après la théorie, lui avait cependant été attribuée en toute propriété, il lui est impossible de la conserver, et c'est maintenant le débiteur saisi qui en redeviendra titulaire. Comment concilier cette dernière conséquence avec les règles du transport, qui fait du *cessionnaire le propriétaire de la créance transportée*, et en plus avec les formules de la jurisprudence, d'après laquelle *le tiers saisi devient DÉBITEUR DIRECT du saisissant* ?

Et cependant certains auteurs, et quelques arrêts, ont été jusqu'à prétendre que le jugement de validité opérait *une sorte de « novation »*. C'est ainsi, nous l'avons vu (1), que Dalloz écrit : « Il est difficile de soutenir qu'un jugement qui, après avoir reconnu la sincérité d'une créance, ordonne au tiers saisi, pour l'acquitter, de verser au saisissant les sommes qu'il doit au saisi, « quoi faisant bien et valablement déchargé », ne contienne pas *novation...* ». Et de même, Tessier (2) : « Est-ce

1. V. *Supra*, ch. II.

2. V. *Supra*, ch. III.

que cette décision, outre qu'elle reconnaît la sincérité de la créance, ne produit pas aussi un dessaisissement et une *novation* ? »

Ce n'est donc plus seulement d'un paiement par transport qu'il s'agit : c'est bien pis. Qu'est-ce en effet qu'une novation ? *Un mode d'extinction des obligations*, et d'une énergie toute particulière qui remplace l'obligation disparue, anéantie, elle et tous ses accessoires, par une autre, nouvelle, différente, nue : art. 1278 du Code civil. — « Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent pas à celle qui lui est substituée »... Voilà donc, dans notre espèce, la dette du saisi qui va s'éteindre entièrement, définitivement, pour faire place à une autre dette, celle du tiers saisi vis-à-vis du saisissant : ce sera la novation par changement de débiteur, prévue par le deuxième alinéa de l'article 1271 du Code civil.

Il va sans dire que les contradictions que nous venons de signaler dans la théorie du transport, se retrouvent, et à plus forte raison, augmentées, doublées, dans ce nouveau point juridique. Il devient alors totalement impossible de comprendre comment le saisissant conserve sa créance contre le débiteur saisi, et comment ce dernier, s'il désintéresse d'une autre façon le saisissant, recouvre l'exercice de la sienne par hypothèse anéantie.

En outre, d'où peut bien venir cette novation ?

L'article 1273 du Code civil dit textuellement :
« La novation ne se présume pas, il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte. »
L'acte, ici, c'est le jugement de validité. Où voit-on qu'une novation résulte clairement de son dispositif ? D'ailleurs, pour que ce dispositif en parle, il faudrait que le saisissant l'ait visée dans ses conclusions, et quel saisissant réclamera jamais une telle chose, si contraire à ses intérêts, *l'extinction de l'obligation de son débiteur* ?

On a cherché une autre explication dans la délégation *imparfaite*. « Le jugement de validité, dit M. Garsonnet (1), ne produit pas entre les parties en cause une novation qui serait aussi contraire aux intentions du saisissant qui l'a demandé qu'à celles de la justice qui l'a rendu. S'il délègue le tiers saisi au lieu et place du saisi, ce n'est qu'une délégation imparfaite... » Différents auteurs ont également exprimé cette idée. La délégation *imparfaite*, en effet, évite certaines contradictions : le débiteur, dont le débiteur a été ainsi délégué en son lieu et place, n'étant point déchargé, le recours du saisissant contre le saisi ne souffre plus aucune difficulté. D'autre part, si le saisi parvient à payer, il est tout naturel qu'il recouvre contre son propre débiteur tous les avantages de sa créance,

1. *Op et loc. cit.*

qu'il n'a pas abandonnée ; le saisissant, lui aussi, est parfaitement libre de ne pas profiter de cette délégation, la considérant comme insuffisante, aléatoire, et de reprendre des poursuites contre le saisi, qui ne l'a toujours pas payé. Enfin, cette manière de voir nous fournit un nouvel argument contre la théorie du transport et de la novation : aux termes de l'article 1275 en effet, « la délégation n'opère point de novation ».

Cependant, il nous semble que cette explication elle-même, n'est pas sans contenir un certain point faible, et nous craignons que la délégation, même imparfaite, ne puisse parfaitement s'appliquer ici. Toute délégation, quelle qu'elle soit, suppose nécessairement *le concours des trois intéressés* : il suffit de lire les articles 1275 et suivants du Code civil pour s'en rendre compte, et du reste cela se conçoit : n'est-ce pas essentiellement une entente, un arrangement, un contrat ? Or, ne savons-nous pas qu'il faut absolument, dans notre matière, nous passer du concours sinon de tous, au moins d'un des trois, du débiteur saisi, contre lequel on est obligé d'user de tous les moyens de contraintes légaux ? M. Garsonnet ajoute : « ... Délégation imparfaite, *analogue* à celle qui se produit dans la distraction des dépens quand le tribunal autorise l'avoué qui a gagné le procès à demander le remboursement de sa créance à la partie qui l'a perdu,

bien qu'il n'ait pas traité avec elle et n'ait que son propre client pour débiteur. » Mais là non plus le concours des trois intéressés, bien souvent, n'existera pas ; il est vrai qu'alors, ce n'est pas le premier débiteur qui se refusera à tout arrangement, c'est le second ; l'analogie n'est donc pas entière ; puis, la question de la nature juridique de la distraction des dépens est au moins aussi discutée que celle du jugement de validité, et il est bien difficile de raisonner de l'une à l'autre.

La conclusion de tout cela est qu'il faut, si l'on ne veut pas tomber dans des complications inextricables, s'en tenir exclusivement aux termes du dispositif, sans en étendre le sens, sans leur faire signifier ce qui ne s'y trouve pas contenu. Comme le disait la Cour de Colmar, dans son arrêt du 10 août 1858, le jugement de validité se borne à reconnaître que le saisissant est bien créancier du saisi, que, comme tel, il a eu le droit d'arrêter les valeurs appartenant à son débiteur ; il ajoute que le tiers saisi, en se libérant entre les mains du saisissant, sera quitte et valablement déchargé d'autant envers son propre créancier, ce qui constitue la troisième créance provisoire, occasionnelle, la simple indication de paiement. Mais cette créance, cette indication, elle ne peut nuire en rien aux tiers, aux autres créanciers ; les droits

« *préexistants* de ceux-ci demeurent intacts, et cette indication de paiement est pour eux « *res inter alios acta* ».

Nous avons vu que les avantages pratiques de la théorie qui voit dans les termes de ce dispositif un droit pour le saisissant de s'emparer des sommes de préférence aux autres, avantages qu'elle invoque comme premier argument, sont bien minimes, étant donné les rigoureuses conditions imposées à l'application du système. Nous irons beaucoup plus loin : c'est bien plutôt à des conséquences désastreuses que l'on aboutit. N'avons-nous pas constaté qu'il faut, pour être logique, appliquer le système du transport même aux créances à terme, non échues, que c'est là une déduction inéluctable, et que la Cour de cassation (ci-dessus, § 1) n'a du reste pas hésité à le proclamer ? Or, au fond, n'est-ce pas là une chose énorme, monstrueuse ? Voilà un créancier qui, pour l'unique raison qu'il a fait le premier valider sa saisie-arrêt, pratiquée par lui sur des appointements seul actif de son débiteur, va s'en trouver attributaire, cessionnaire, propriétaire pour toujours, tant qu'il ne sera pas censé désintéressé, absorbant ainsi pour lui seul le patrimoine tout entier, présent et futur. Et cependant, si sa créance est imaginaire, s'il s'est entendu avec le débiteur saisi ? Pourquoi toujours supposer, en effet, que la fraude

est concertée entre le saisi et les saisissants postérieurs ? Ne pourrait-elle pas exister parfois au contraire, entre ce même saisi et le premier saisissant, et ne serait-ce pas là un moyen commode de rendre insaisissable tout ou partie de ses biens, et de vivre ainsi dans l'aisance, aux yeux de ses créanciers impuissants ? (1)

1. La jurisprudence belge s'est résolument écartée de l'opinion qui prévaut en France. L'arrêt de principe fut rendu par la Cour de cassation de Bruxelles le 14 janvier 1841 : « *Aucune disposition légale*, dit-elle, n'attache au jugement de validité, lors même qu'il a été signifié au tiers saisi, l'effet de transporter au saisissant la propriété des valeurs saisies. Cette *ordonnance de paiement* constate bien les droits et la capacité de celui qui va recevoir, mais ne le rend pas propriétaire des espèces qui lui sont destinées, avant qu'il ne les ait reçues ; jusque-là, elles continuent d'appartenir au saisi, demeurent à ses risques, et forment encore comme ses autres biens le *gage commun* de ses créanciers sauf les causes légitimes de préférence. » (Pasicrisie, 1841.1.61).

A cela, la Cour de Liège a ajouté les considérations suivantes : « Les fluctuations et les divergences que l'on remarque chez les auteurs qui professent cette doctrine, et dans les monuments de jurisprudence auxquels elle sert de base, et les questions ardues qu'elle continue à faire naître, accusent un défaut de concordance avec les principes généraux du droit qui doit la faire repousser. » Liège, 7 juillet 1866 (Pas. 1867.2.37).

Dans le même sens : Gand, 4 décembre 1837 (Pas. 1837.2.259). — Civ. Bruxelles, 27 juin 1840 (Pas. 1841.2.90). — Civ. Bruxelles, 25 juin 1845 (Bj. 1845, c. 1147). — Civ. Marche, 16 mai 1857. (Cl. et Bonj., t. VI, c. 489). — Civ. Bruxelles, 5 mars 1879 (Bj. 1879. c. 951). — Civ. Bruges, 23 juin 1879 (Pas. 1880.3.348). — Civ. Liège, 18 juin 1884 (Cl. et Bonj., t. XXXIII, c. 520). — Liège, 28 juillet 1887 (Pas. 1888.2.18). — Bruxelles, 14 juillet 1888 (Pas. 1889.2.17). — Civ. Anvers, 21 décembre 1889 (Pas. 1890.3.164). — Civ. Bruxelles, 2 février 1892 (Pas. 1892.3.160). — Bruxelles, 9 mars 1894 (Pas. 1894.2.356). — Civ. Liège, 31 mai 1901 (Bj. 1901, c. 1172).

De même : Maton : *Revue pratique de Notariat*, ann. 1884, p. 401. — Beltjens, sous l'article 565, n° 22. — Laurent, t. XVII, n° 552. — Leurquin, *Code de la saisie-arrêt*, nos 278, 279 et la note, pages 282 et 283.

Cependant notre Code de procédure a été intégralement adopté et appliqué en Belgique, et l'on peut considérer ce pays, si voisin de nous, comme ayant des habitudes de vie et d'esprit toutes semblables aux nôtres.

Au reste, toutes ces choses ont été dites et redites depuis bientôt un siècle, sans que jamais aucun des deux partis en présence soit parvenu à convaincre l'autre. M. Tissier, dans sa note sous les arrêts de Cassation des 30 novembre 1897 et 14 février 1899 (Sirey, 1900, 1, 121), résume tout ce que nous venons de développer, et l'on n'en saurait imaginer une meilleure ni plus désabusée conclusion.

« Bien qu'elle n'ait, à notre avis, aucune base juridique solide, qu'elle ne se recommande d'aucune considération d'utilité pratique ou d'équité, l'opinion d'après laquelle le jugement de valadité vaut transport de la créance saisie au profit du saisissant a été affirmée si souvent par la jurisprudence qu'il serait sans intérêt d'en entreprendre une fois de plus la critique. »

APPENDICE

Dans les « *Lois Nouvelles* de 1908 (2^e partie, p. 9) on lit ceci :

« La commission extra-parlementaire chargée depuis plusieurs années déjà, des études préliminaires à la réforme d'ensemble du Code de procédure civile continue progressivement ses travaux. Dans le but de hâter et de faire aboutir, en la morcelant par fragments, une tâche aussi complexe et touffue que celle à laquelle elle s'est adonnée, cette commission a pris le parti, que l'on ne saurait qu'approuver, de soumettre tout d'abord et isolément au Parlement certaines questions détachées de l'ensemble, dont l'urgence lui a paru tout spécialement s'imposer. »

C'est ainsi qu'a été rédigé, en ce qui concerne la procédure de saisie-arrêt réputée depuis longtemps trop compliquée et onéreuse, un avant-projet particulier que le garde des Sceaux, au mois de février 1908, a communiqué aux présidents des tribunaux, afin d'avoir des indications précises sur les améliorations qui résulteraient de son adoption, notamment au point de vue des frais.

Or, dans cet avant-projet concernant la saisie-arrêt, un article spécial prévoit notre question, et la résout dans tous ses détails :

« *article 577*. — Le jugement de validité de saisie-arrêt signifié au tiers saisi et passé en force de chose jugée, emporte au profit du premier saisissant attribution exclusive des objets, valeurs et sommes saisies-arrêtées ».

« Cependant les créanciers qui auront formé une saisie-arrêt postérieurement à la première opposition, mais antérieurement à la signification dudit jugement au tiers saisi, viendront en concours avec le premier saisissant. »

« Si le jugement de validité de saisie-arrêt est frappé d'opposition ou d'appel la décision définitive qui le confirme rétroagit au jour de la signification dudit jugement au tiers saisi. »

Ainsi donc, voilà la théorie de la jurisprudence, contre laquelle se sont prononcés la plupart des auteurs contemporains et avec eux les tribunaux étrangers qui ont eu à appliquer le même Code, définitivement consacrée par la loi future. Il faut cependant bien remarquer que les rédacteurs lui ont, avant de l'adopter, fait subir de très notables modifications et que les conséquences les plus choquantes en ont entièrement disparu.

Avant tout, il est bien évident que le premier et principal reproche qui lui a été adressé, celui de

créer un privilège sans texte, disparaît par le fait même. Désormais le texte existe, et cette nouvelle cause de préférence devenue légitime devra s'ajouter à l'énumération des articles 2101 et 2102 du Code civil. Cela prouve du reste que nos critiques n'étaient que trop fondées et que la nécessité d'une disposition légale s'imposait.

Ensuite, il est bien toujours nécessaire que le jugement de validité soit, pour produire transport, passé en force de chose jugée, mais un correctif considérable y a été apporté. Au cas où, sur une opposition formée ou un appel interjeté, le premier jugement viendrait à être confirmé, et où, par conséquent il serait reconnu et établi que c'est à tort qu'il a été attaqué, la décision confirmative produit effet *rétroactif*. C'est la condamnation formelle de l'opinion de la jurisprudence en ce qui concerne les effets de l'opposition sur les jugements par défaut, et aussi en ce qui concerne ceux de l'appel sur le jugement de validité, et les avantages pratiques de la théorie du « transport » sortiront alors leur plein et entier effet.

Il est vrai que la signification 1690 continue à être exigée, et que les objections qui lui ont été faites, et que nous avons précédemment relatées, seront toujours d'actualité. Il convient néanmoins de noter que la signification du jugement de première instance, plus tard confirmé, suffira pour remplir le but, et qu'il ne sera plus nécessaire, au

rebours de ce qu'avaient exigé les deux arrêts récents de Cassation rapportés au Sirey 1900. 1. 121, qu'elle n'ait lieu qu'après que la décision définitive soit passée en force de chose jugée.

D'ailleurs cette nouvelle loi, et encore moins le Code de procédure révisé, ne sont ni promulgués, ni même votés encore, et peut-être attendrons-nous très longtemps, avant d'assister à ces réformes. La construction juridique édifiée par la jurisprudence persistera donc jusqu'à ce moment, et subsistera entière, et il nous sera toujours permis, tant que l'interprétation individuelle pourra, en dehors de tout texte précis, se donner libre carrière, de considérer le système de « l'indication de paiement *sui generis* » comme le plus juste et le plus rationnel (1).

1. La loi du 13 juillet 1907, relative aux « gains et salaires de la femme mariée », paraît également viser notre question, et même la résoudre dans un sens analogue à celui du projet que nous venons de relater. Article 9 : « La signification du jugement rendu en conformité de l'article 7 (jug. de validité obtenu par un des conjoints contre l'autre), faite au conjoint et au tiers débiteur à la requête de l'époux, qui en bénéficie, lui vaut attribution des sommes dont la saisie a été autorisée, sans autre procédure ». — Elle est cependant beaucoup moins catégorique, se garde bien de prononcer le mot même de « transport », et il semble difficile de s'appuyer sur ce texte vague et imprécis pour soutenir que dès maintenant le législateur se soit rangé au parti de la jurisprudence.

Vu : le Président de la thèse
ALBERT TISSIER

Yu : le Doyen
LYON-CAEN

Vu, et permis d'imprimer,
Le Vice-Président de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — INTRODUCTION.....	5
II. — Comment la jurisprudence a résolu le problème.....	15
§ 1. — Le jugement de validité opère transport.....	16
§ 2. — Nécessité d'une signification 1690....	30
§ 3. — Le jugement de validité doit, pour produire transport, être passé en force de chose jugée.....	36
§ 4. — Quelques autres conséquences.....	47
III. — Quels auteurs sont partisans du système de la jurisprudence.....	53
IV. — Ce que l'on peut penser de l'opinion généralement admise.....	66
§ 1. — Quant aux créances à terme.....	67
§ 2. — Sur la nécessité que le jugement de validité soit, pour produire transport, passé en force de chose jugée.....	81
§ 3. — Sur la nécessité d'une signification 1690.....	97
§ 4. — Discussion de la théorie du « transport » lui-même.....	108
APPENDICE. — Ce qu'en pensera le Code futur.....	142

